



2015

Rapport annuel



CICA-RE

COMPAGNIE COMMUNE DE REASSURANCE DES ETATS MEMBRES DE LA
CONFERENCE INTERAFRICAINNE DES MARCHÉS D'ASSURANCES

Un réassureur qui rassure



CICA-RE

**COMPAGNIE COMMUNE DE REASSURANCE
DES ETATS MEMBRES DE LA CONFERENCE INTERAFRICAINNE
DES MARCHÉS D'ASSURANCES**

RAPPORT ANNUEL 2015



GCR Zone CIMA AA
International BB+

EXERCICE 2015

34^{ÈME} ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DE LA CICA-RE La cérémonie d'ouverture



Ouverture solennelle de la 34^{ème} Assemblée Générale Ordinaire de la CICA-RE
On reconnaît le Président James REDOMBO à sa droite, Mamadou SARR le Directeur de Cabinet du Ministre des Finances du Sénégal et à sa gauche, Monsieur Jean Baptiste KOUAME, le Directeur Général de la CICA-RE



Ouverture solennelle des Séminaires CICA-RE tenus en marge de l'Assemblée du 20 au 24 juin 2016 à Dakar - Sénégal. On reconnaît le Directeur Général de la CICA-RE au centre, à sa gauche M. Mamadou DEME, Directeur des Assurances et M. Fransady KONDE, Secrétaire Général Permanent de la FANAF. A sa droite M. Joseph Luc FOADING, Directeur des Opérations Vie et Jean Baptiste AIZAN, Directeur Régional Afrique de l'Ouest

SOMMAIRE

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	4
MEMBRES DE LA DIRECTION GENERALE	5
AVANT PROPOS.....	6
RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	7
RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES	21
ANNEXES	25
Compte d'Exploitation Générale	28
Compte Général de Pertes et Profit	30
Tableau de flux de Trésorerie	31
Résolutions.....	32
Echos des travaux de la 34 ^{ème} Assemblée	34

SIERGE SOCIAL

Cité OUA – Immeuble CICA-RE 07 BP 12410
Lomé-Nyéko TOGO
Tél. : (228) 22 23 62 62 / 22 23 62 65 / 22 23 62 69
Fax : (228) 22 61 35 94 / 22 61 35 95
E-mail : cica-re@cica-re.com

BUREAU REGIONAL DOUALA

Immeuble CSPH Avenue du Général de Gaulle
B. P. : 1176 Douala Bonanjo CAMEROUN
Tél. : (237) 233 42 34 37 / Fax : (237) 233 42 34 23
E-mail : cicaredouala@cica-re.com

BUREAU REGIONAL ABIDJAN

C-22 Rue Goyavier Immeuble MACI 2000
Derrière Collège MERMOZ Cocody,
08 BP 1400 ABIDJAN 08 COTE D'IVOIRE
Tél. : (225) 22 48 27 30 - Fax : (225) 22 44 36 50
E-mail : cicareabidjan@cica-re.com

BUREAU DE CONTACT NAIROBI

7th Floor, Wing D, Suite D2 Galana Plaza, Galana Road - Kilimani
Po Box 40132, 00100 Nairobi - KENYA
Tél. : (254) 72 22 14 861
Email: cicarenairobi@cica-re.com

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



James REDOMBO

Administrateur Représentant l'Etat du Gabon
Président du Conseil d'Administration



Mamadou DEME
Administrateur Représentant
l'Etat du Sénégal
Directeur des Assurances



Jean Kacou DIAGOU
Administrateur Représentant
les Privés Ivoiriens
Président du Groupe NSIA



Issofa NCHARE
Administrateur Représentant
l'Etat du Cameroun
Directeur des Assurances



Jacqueline CASALEGNO
Administrateur Représentant
le Groupe CHANAS Assurances et FSA
Présidente de CHANAS Assurances



Bassary TOURE
Administrateur
Représentant la BOAD
Vice-Président de la BOAD



Mamadou SY
Administrateur Représentant
le Groupe d'Etats Mali, RCA, Niger
Chef de Division des Assurances
du Mali



Alexandre Galloy YOKA

Administrateur Représentant le Groupe d'Etats Congo-Brazzaville et Bénin
Directeur des Assurances du Congo

Semde Aminata OUEDRAOGO

Administrateur Représentant
l'Etat du Burkina-Faso
Directrice des Assurances



Karim DIARASSOUBA

Administrateur Représentant
l'Etat de Côte d'Ivoire
Directeur des Assurances

Aminata CISSE DEMBELE

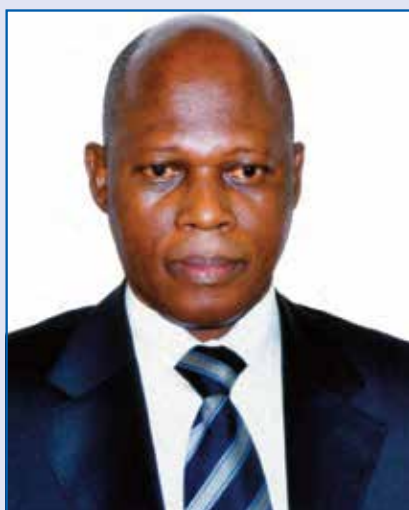
Administrateur Représentant
le Groupe «AUTRES SOCIETES
D'ASSURANCES»
Directrice Générale des
Assurances LAFIA SA du Mali



Lynda-Ouro AYEVA

Administrateur Représentant
le Groupe d'Etats Togo et Tchad
Directeur des Assurances du Togo

MEMBRES DE LA DIRECTION GENERALE



Jean Baptiste N. KOUAME
Directeur Général



Hippolyte OYOUBA
Directeur Général Adjoint

AVANT-PROPOS

Le trente deuxième rapport annuel présente l'exercice comptable 2015, décrit les conditions dans lesquelles la Compagnie a évolué et indique les perspectives de développement.

Le chiffre d'affaires 2015 s'établit à 33.189.587.219 FCFA et connaît une hausse de 9,64% par rapport à l'exercice précédent.

Les affaires réalisées en zone CIMA représentent 53,84% du chiffre d'affaires global 2015 contre 53,15% en 2014.

Les cessions légales représentent 23,64% (26,51% en 2014) du chiffre d'affaires et enregistrent une baisse de 2,87 points par rapport à l'exercice précédent. Les conventionnelles qui, l'exercice écoulé, représentaient 73,49% du chiffre d'affaires, s'élèvent en 2015 à 76,36% toutes zones confondues en valeur relative, et enregistrent une hausse en nominal de 13,92%.

Le total du bilan s'élève à 79.895.773.175 FCFA contre 75.892.118.290 FCFA en 2014, soit une hausse de 4.003.654.885 FCFA en valeur absolue et de 5,28% en valeur relative.

Les résultats techniques des Acceptations brutes atteignent 9.388.084.225 FCFA. Le bénéfice de l'exercice, après déduction des frais généraux et amortissements, et sous l'effet des profits et pertes hors exploitation, s'élève à 3.240.308.475 FCFA contre 2.655.809.662 FCFA en 2014. Il représente 16,20% du capital social.

Ce rapport, dans une première partie, décrit le contexte économique et l'environnement commercial au cours de l'exercice 2015.

Dans une deuxième partie, sous le titre «les opérations», l'exploitation est analysée.

Le rapport donne, en conclusion, un aperçu sur les perspectives de la Compagnie au cours des prochains exercices.

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

I. CONTEXTE ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENT COMMERCIAL

L'année 2015 inaugure pour la CICA-RE, une nouvelle ère dans la mise en œuvre du Plan Stratégique de développement qui a été révisé à la hausse pour la période 2015-2020. En effet, les objectifs du plan stratégique de développement initialement conçu pour la période 2009-2020 ont été vite dépassés, au point où la Compagnie a procédé à la révision dudit plan pour se fixer de nouveaux challenges plus ambitieux, qui tiennent compte de son rythme de développement rapide.

Au cours de l'année 2015, la Compagnie s'est donné les moyens de son expansion sur certains marchés à travers le monde, en se soumettant à la notation de l'agence A.M. Best, en plus de la notation de l'agence sud-africaine Global Credit Rating (GCR) qu'elle renouvelait chaque année depuis 2006 (soit les notes AA pour la zone domestique CIMA, et BB+ pour l'international). La CICA-RE a obtenu la note de solidité financière B (acceptable) et la note de crédit émetteur bb+, par l'agence A.M. Best qui accorde une grande importance au critère du « risque pays » ou à la « note souveraine » du pays du siège, pour la détermination de la notation d'une compagnie donnée.

La CICA-RE devient ainsi la première compagnie du secteur de l'assurance et de la réassurance ayant son siège en zone CIMA, à justifier d'une notation de l'agence A.M. Best. Elle lève ainsi un obstacle majeur auprès des partenaires qui ne souhaitaient pas se contenter d'une notation attribuée par une agence africaine.

Sur le plan économique mondial, l'année 2015 a été marquée par un ralentissement de la croissance estimée à 3,1% du PIB contre 3,4% en 2014. Les pays avancés enregistrent une croissance modérée, à l'instar des Etats-Unis (où elle passe de 2,5% en 2014 à 2,4% en 2015, traduisant ainsi le poids du raffermissement du dollar sur les exportations américaines) et de la zone euro où elle se limiterait à 1,5% en 2015 contre 0,9% en 2014. Dans les économies émergentes on relève un contraste entre les pays importateurs de matières premières qui affichent une certaine robustesse (Inde avec une croissance de 7,3%, Chine avec 6,9%, Turquie ...) et les pays exportateurs de matières premières où la croissance est très faible (le Brésil, la Russie qui subit les contrecoups de la chute du prix du baril de pétrole dont elle est fortement dépendante). Le ralentissement chinois touche négativement ses partenaires commerciaux asiatiques et les exportateurs de matières premières en Amérique latine et en Afrique. L'activité économique de l'Afrique sub-saharienne a sensiblement ralenti, avec une croissance estimée à 3,8% en 2015 contre 5% en 2014. Les pays les moins dépendants des exportations de matières premières ont conservé une croissance soutenue tandis que les pays les plus dépendants ont été pénalisés par de fortes réductions de leurs recettes d'exportations qui ont fragilisé leurs équilibres budgétaires.

Au niveau de la zone CIMA (Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurances), regroupant les Etats

membres de la CICA-RE à travers l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) et la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), les ministres des finances, réunis le 09 avril 2016 à Yaoundé (République du Cameroun), ont noté cette même évolution contrastée de la situation économique générale entre les pays de la zone franc.

La zone UEMOA a enregistré une croissance de 6,5% en 2015 contre 6,6% en 2014. Cette croissance est principalement soutenue par la Côte d'Ivoire (9,5%), tandis que les autres pays affichent une croissance variant entre 4,4% (Burkina Faso, Niger) et 5,5% (Togo). Au Burkina Faso, le faible taux de croissance est lié à la situation sociopolitique du pays en 2014 et 2015 ; le Niger par contre est touché par la faible performance du secteur agricole et le repli des activités minières et pétrolières. Dans l'ensemble, on note une bonne tenue du secteur primaire, des Bâtiments et Travaux Publics (BTP) et des Transports et Télécommunications. A cela s'ajoutent la baisse des prix du carburant à la pompe et les effets favorables des mesures prises par les pouvoirs publics pour un meilleur approvisionnement de leurs marchés en produits agricoles.

Le taux d'inflation annuel de l'UEMOA enregistre une légère hausse, passant de -0,1% en 2014 à 1% en 2015, en forte corrélation avec la hausse des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » et la baisse des prix des « Transports ». Tous les pays de l'UEMOA respectent la norme communautaire de 3%.

Sur le plan des finances publiques, l'UEMOA s'est caractérisée par une aggravation des déficits publics, notamment le déficit global hors dons et le déficit global qui passent respectivement de 6,1% du PIB en 2014 à 7,1% du PIB en 2015, et de 3,1% du PIB en 2014 à 4% en 2015. Cette aggravation est due à une forte progression des dépenses totales et des prêts nets pour le financement des investissements, des transferts et subventions, du fonctionnement et de la masse salariale. Cette hausse des dépenses n'a pas pu être absorbée par les recettes fiscales et non fiscales, malgré les efforts entrepris pour améliorer le recouvrement de celles-ci et pour limiter les fraudes fiscales.

L'encours de la dette intérieure et extérieure en pourcentage du PIB est passé de 37,6% en 2014 à 39,3% en 2015 en zone UEMOA ; il demeure toutefois à un niveau inférieur à la norme communautaire qui fixe, pour la dette extérieure, un plafond de 70% à ne pas dépasser.

La zone CEMAC quant à elle, a connu un ralentissement de la croissance qui est passée de 4,8% du PIB en 2014 à 2,8% en 2015, en raison des problèmes sécuritaires et de la contre-performance du secteur pétrolier (0,8% contre 2,7% en 2014) qui ont eu des effets dépressifs sur la demande intérieure et sur le secteur non pétrolier. Par pays, la croissance économique de la zone CEMAC a été soutenue par le Cameroun (+5,9% en 2015 et en 2014), la République Centrafrique (+4,9% en 2015 contre 1% en 2014), et a été ralentie par la Guinée Equatoriale (-6,1% en 2015 contre +0,6% en 2014), le Congo (+2,4% seulement en 2015 contre 6,7% en 2014), le Tchad (+3,3% en 2015 contre 6,2% en 2014, et le Gabon (+4% en 2015 contre + 4,3% en 2014).

Au niveau des prix, l'inflation a été globalement maîtrisée en zone CEMAC, passant de 3,2% en 2014 à 2,3% en 2015, respectant la norme communautaire de 3%. Le Tchad seul accuse une hausse des prix de 3,7%, supérieure au plafond, en raison des perturbations des circuits d'approvisionnement causées par

la fermeture de ses frontières avec la Libye et le Nigéria Cette évolution favorable s'explique par le recul de la demande intérieure et l'amélioration de l'offre, ainsi que la diminution de certains prix des biens de consommation.

Les finances publiques des Etats de la CEMAC affichent une aggravation du déficit budgétaire, base engagements, hors dons, qui passe de -1,6% du PIB en 2014 à -3,1% en 2015. D'une part, les recettes budgétaires totales ont baissé, en raison de la chute des recettes pétrolières imputables à l'effondrement des cours mondiaux du baril de pétrole, en dépit de l'augmentation de la production pétrolière -à noter que les prix du baril sur le marché mondial ont baissé de 96,2 dollars en 2014 à 50,9 dollars en moyenne en 2015- d'autre part, les dépenses budgétaires totales se sont contractées certes, mais elles l'ont été dans des proportions moindres que la baisse des recettes totales.

Au sein de la CEMAC, le ratio de l'encours de la dette intérieure et extérieure sur le PIB nominal continue sa progression rapide, passant de 18,3% en 2012, à 25,5% en 2014, puis 30,8% du PIB en 2015. Ce ratio demeure toutefois à un niveau inférieur à la norme communautaire de 70% pour la dette extérieure.

En somme, l'ensemble des deux sous-régions regroupant les Etats membres de la CICA-RE, à savoir, l'UEMOA et la CEMAC, a connu une évolution contrastée, dans un contexte de ralentissement de la croissance mondiale, et a subi diversement les contre-performances du secteur pétrolier en relation avec l'effondrement des cours du baril du pétrole et l'affermissement du dollar. Les pressions inflationnistes sont maîtrisées en dessous de la norme communautaire. Cependant une attention particulière doit être accordée aux finances publiques qui accusent une certaine tendance à l'aggravation des déficits, les recettes totales n'étant pas toujours suffisantes pour couvrir les dépenses totales. L'endettement public des Etats progresse assez rapidement, mais il reste encore soutenable.

C'est dans un tel contexte que la CICA-RE a évolué en 2015.

Le chiffre d'affaires réalisé se situe à un niveau appréciable et ne s'éloigne pas beaucoup des prévisions budgétaires de cet exercice qui correspondent d'ailleurs à celles de la première année du plan stratégique de développement révisé pour la période 2015-2020, et le résultat net est à la limite des prévisions. Ces performances confirment la pertinence et la rigueur des hypothèses ayant justifié la révision du plan, et constituent un motif d'encouragement pour la compagnie, dans sa quête irréversible vers l'excellence.

II. LES OPERATIONS

A. LES PRODUITS

1. LE CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires brut toutes branches confondues s'est élevé à 33.189.587.219 FCFA contre 30.270.273.584 FCFA en 2014, en hausse de 2.919.313.635 FCFA, soit 9,64%.

La progression du chiffre d'affaires provient entre autres de la hausse des souscriptions Non Vie et VIE, notamment les acceptations suivantes :

- Les cessions légales Vie : de FCFA 1.496.250.000 en 2014 à FCFA 1.657.455.000 en 2015 ;
- Traités Vie Hors CIMA Afrique : de FCFA 888.215.000 en 2014 à FCFA 943.669.000 en 2015 ;
- Traités Non Vie hors CIMA Afrique : de FCFA 3.597.183.000 en 2014 à FCFA 5.862.649.000 en 2015 ;
- Traités conventionnels Non Vie CIMA : de FCFA 1.800.950.000 en 2014 à FCFA 2.225.685.000 en 2015 ;
- Facultatifs Vie CIMA : de FCFA 874.020.000 en 2014 à FCFA 1.136.880.000 en 2015 ;
- Facultatifs Non-vie CIMA de FCFA 5.026.801.000 en 2014 à 5.902.561.000 en 2015.

Cependant, cette hausse a été atténuée par la régression des souscriptions Facultatifs Non Vie Hors CIMA Afrique, Facultatifs Hors CIMA Hors Afrique, Traités Non Vie Hors CIMA Hors Afrique ainsi que par celle des cessions légales en zone CIMA:

- Facultatifs Non Vie Hors CIMA Afrique : de FCFA 2.955.491.000 en 2014 à FCFA 2.729.971.000 en 2015 ;
- Facultatifs Non Vie Hors CIMA Hors Afrique : de FCFA 4.336.121.000 en 2014 à FCFA 4.041.555.000 en 2015 ;
- Traités Non Vie Hors CIMA Hors Afrique : de FCFA 2.183.890.000 en 2014 à FCFA 1.625.501.000 en 2015 ;
- Les cessions légales non vie de FCFA 6.527.251.000 en 2014 à FCFA 6.189.438.000 en 2015.
- La figure ci-dessous présente l'évolution du chiffre d'affaires par exercice comptable.

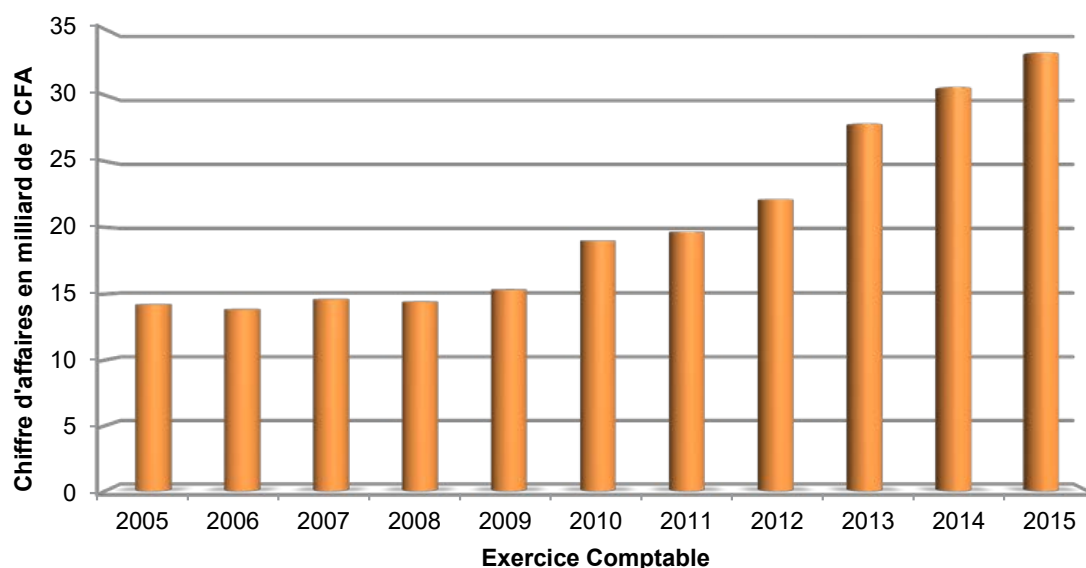


Figure 1. Evolution du chiffre d'affaires par exercice comptable

a) Répartition du chiffre d'affaires par centre de production

Trois centres de production animent l'activité de la Compagnie : le Bureau Régional d'Abidjan, le Bureau Régional de Douala et le Siège.

CENTRE DE PRODUCTION		2014	%	2015	%	Variation % (2015/2014)
BUREAU REGIONAL DE DOUALA		6 628,77	21,90	4 884,644	14,72	-26,31
BUREAU REGIONAL D'ABIDJAN		7 834,17	25,88	9 864,79	29,72	25,92
SIEGE LOME	Non Vie	11 964,75	39,53	13 827,93	41,66	15,57
	Vie	3 842,59	12,69	4 612,23	13,90	20,03
	TOTAL SIEGE	15 807,33	52,22	18 440,15	55,56	16,66
Total		30 270,27	100,00	33 189,59	100,00	9,64

Tableau 1. Répartition du chiffre d'affaires par centre de production (les chiffres sont en millions de F CFA)

Le Bureau Régional de Douala :

Il a enregistré en 2015 une production de 4.884.643.713 FCFA contre 6.628.769.733FCFA en 2014 en baisse de 26,31%, et représentant 14,72% du chiffre d'affaires total de la Compagnie.

Le Bureau Régional d'Abidjan :

Le chiffre d'affaires généré par ce centre de production s'est établi en 2015 à 9.864.788.526 FCFA contre 7.834.169.802 FCFA en 2014 en hausse de 25,92%, soit 29,72% du chiffre d'affaires total de la Compagnie.

Le Siège :

le chiffre d'affaires réalisé par le siège s'établit à 18.440.154.980 FCFA dont 4.612.228.449 FCFA pour la Vie et 13.827.926.531 FCFA au titre de la Non Vie. Il est globalement en hausse de 16,66% et contribue à hauteur de 55,56% au chiffre d'affaires global 2015.

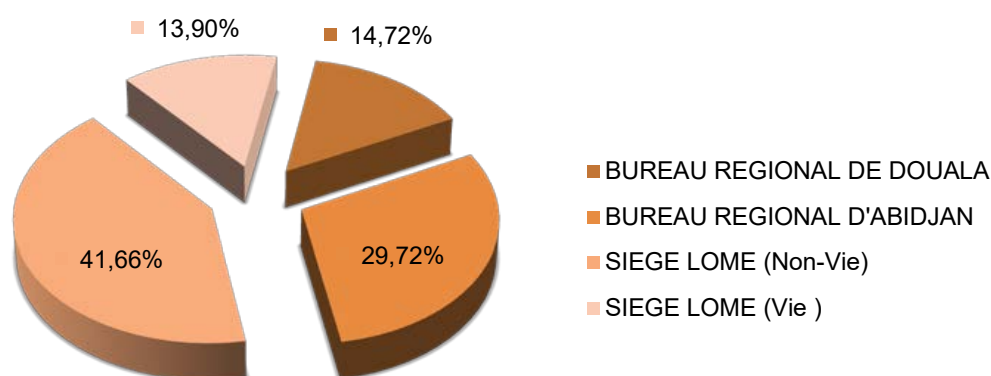


Figure 2. Répartition du chiffre d'affaires 2015 par centre de production

b) Le chiffre d'affaires par branche

Au cours de l'exercice sous revue, s'agissant de l'activité Non Vie les branches Incendie, Risques Annexes et Risques Techniques restent dominantes dans le chiffre d'affaires auquel elles ont contribué à hauteur de 22.582.769.826 FCFA. Les branches Automobile et Accident suivent avec 3.374.128.015 FCFA. Ces montants représentent respectivement 68,04% et 10,17% de la prime globale. Les primes générées par les branches Transport, Aviation représentent respectivement 7,48% et 0,42% de la production totale.

Quant aux acceptations de la branche Vie, elles s'élèvent à 4.612.228.449 FCFA soit 13,90% du chiffre d'affaires de la Compagnie.

On constate que la plupart des branches enregistrent une hausse de leur chiffre d'affaires sauf les branches Automobile et Accident qui enregistrent une baisse de 3,43%.

BRANCHE	2014	%	2015	%	Variation % (2015/2014)
Incendie - RA-RT	20 774	68,63	22 583	68,04	8,71%
Transport	2 282	7,54	2 481	7,48	8,72%
Auto-RCD-AT Accident	3 494	11,54	3 374	10,17	-3,43%
Aviation	(122)	-0,40	139	0,42	213,88%
Total NON-Vie	26 428	87,31	28 577	86,10	8,13%
VIE	3 843	12,69	4 612	13,90	20,03%
Total Général	30 270	100,00	33 190	100,00	9,64%

Tableau 2. Chiffre d'affaires 2015 par branche (les chiffres sont en millions de F CFA)

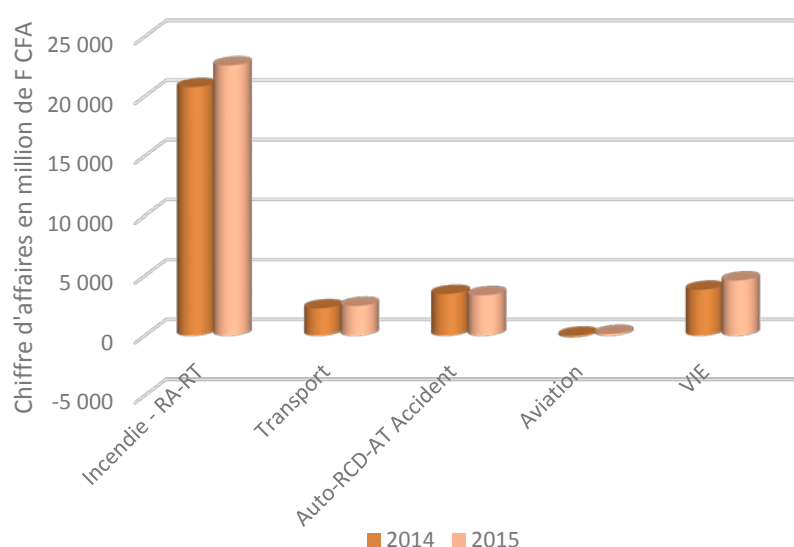


Figure 3. Chiffre d'affaires 2015 par branche d'assurance

2. LES PROVISIONS DE PRIMES

Elles comprennent :

- Provisions mathématiques de la branche Vie	1.696.927.983 FCFA
- Provisions de primes des branches élémentaires (Non Vie)	5.064.573.338 FCFA
TOTAL	6.761.501.005 FCFA
contre 6.471.721.611 FCFA au 31 décembre 2014, soit une hausse de 3,70%.	

3. LES AUTRES PRODUITS

Ils se composent comme suit :

- Intérêts bancaires	1.057.205.068 FCFA
- Intérêts des prêts et autres placements	829.726.786 FCFA
- Intérêts sur dépôts espèces	370.134.240 FCFA
- Produits accessoires	750.000 FCFA
TOTAL	2.257.816.094 FCFA
contre 1.714.960.876 FCFA au 31 décembre 2014 soit une hausse de 31,65 %.	

Les autres produits représentent 6,80% du chiffre d'affaires et permettent d'amortir 48,62% des frais généraux. Les produits accessoires proviennent essentiellement de la vente des dossiers d'appel d'offre pour l'acquisition de diverses fournitures.

B. LES CHARGES

1. LES CHARGES DE SINISTRES

Les charges de sinistres sont composées des sinistres payés et de la variation des provisions de sinistres à la clôture (+) et à l'ouverture (-).

a) Les sinistres payés

Ils s'élèvent à 14.678.933.883 FCFA au 31 décembre 2015 contre 9.589.600.483 FCFA au 31 décembre 2014, en hausse de 5.089.333.333 FCFA soit 53,07%.

Les rétrocessionnaires ont participé aux sinistres payés en 2015 pour 13.960.601 FCFA soit 0,10% contre 1.412.294.217 FCFA en 2014. Il est à noter qu'un montant de 4.677.522.511 F CFA demeure à la charge des rétrocessionnaires au titre des sinistres en suspens (Vie et Non Vie) à fin 2015.

b) Les provisions de sinistres à payer au 31 décembre 2015

Les provisions de sinistres à payer sont évaluées à 28.298.368.840 FCFA contre 26.979.559.170 FCFA au 31 décembre 2014. Ces provisions ont été estimées selon les méthodes actuarielles.

Elles se ventilent en :

- Provisions SAP VIE	968.379.699 FCFA
- Provisions SAP Non Vie	27.329.989.141 FCFA
TOTAL	28.298.368.340 FCFA

Sous l'influence de la variation des provisions de sinistres à payer, les sinistres de compétence de l'exercice 2015 s'établissent à 15.157.440.807 FCFA contre 11 451 393 857 FCFA en 2014. La hausse observée au niveau des provisions s'explique essentiellement par les sinistres importants de 2015 : Séismes du Népal, Société Agro-alimentaire de la NOMBA (SAN) du Gabon et DIGNITY du Bangladesh dont les parts CICA-RE sont respectivement de 1.632.266.518 CFA, 701.644.480 CFA et 922.059.264 CFA ; les rétrocessionnaires participent à la charge de sinistre de compétence pour 2.042.653.725 CFA soit 13,48% du montant global du sinistre de compétence.

On note que les provisions en monnaie convertie au 31/12/2014 de 26.979.559.170 FCFA ont été reprises en 2015 pour un montant de 27.819.861.916 FCFA, soit une variation de 840.302.746 FCFA imputable à l'évolution du taux de change au 31/12/2015. En effet, dans le concept de la comptabilité pluri monétaire utilisée par la CICA-RE et par la plupart des réassureurs internationaux, les provisions en monnaies originales au 31/12/N sont converties au cours en vigueur au 31/12/N alors que les reprises de ces provisions en monnaies originales sont converties au cours en vigueur au 31/12/N+1.

c) Les ratios charges de sinistres sur primes acquises (S/P) par branche

On constate que le ratio de sinistralité passe à 45,74% en 2015 contre 38,61% en 2014. Cette hausse constatée de la sinistralité est la conséquence directe des sinistres importants survenus en 2015 et cités plus haut surtout que l'année 2014 n'avait pas connu de sinistres majeurs. Néanmoins, ce taux de sinistralité demeure acceptable par rapport aux normes généralement admises. Le tableau et le graphique ci-après comparent les charges de sinistres et les primes acquises en 2014 et en 2015.

BRANCHES	PRIMES ACQUISES 2015	CHARGES DE SINISTRES 2015	TAUX S/P en % 2015	TAUX S/P en % 2014
Incendie RA RT	22 522 999	12 143 093	53,91	43,50
Transports	2 594 380	263 497	10,16	39,81
Auto RCD AT Accidents	3 222 254	1 074 917	33,36	19,98
Aviation	219 364	62 534	28,51	
TOTAL NON-VIE	28 558 998	13 544 041	47,42	38,60
VIE	4 580 247	1 613 400	35,23	38,67
TOTAL GENERAL	33 139 245	15 157 441	45,74	38,61

Tableau 3. Primes acquises et S/P par branche d'assurance (les chiffres sont en milliers de F CFA)

La figure 7 montre que le ratio S/P de la compagnie a évolué, entre 2005 et 2015, de façon maîtrisée avec un minimum de 35% et un maximum 55%, induisant une sinistralité moyenne de 46,17%.

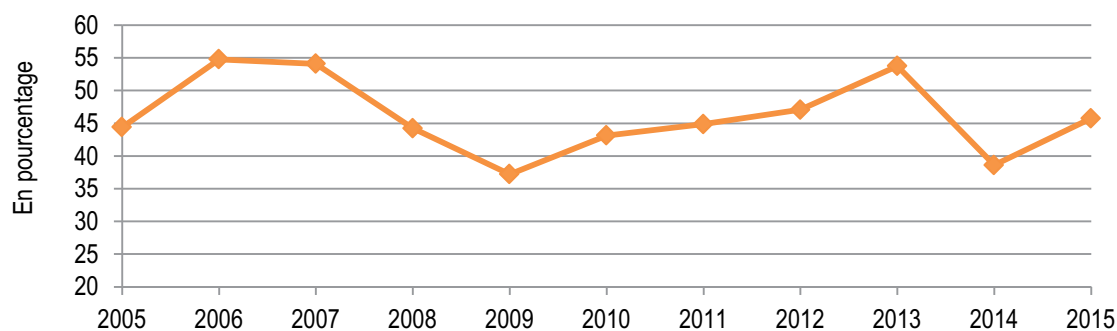


Figure 4. Evolution du ratio S/P de 2005 à 2015

2. LES COMMISSIONS

Les Commissions Vie et Non Vie s'élèvent à 8.593.719.745 FCFA au 31 décembre 2015 contre 7.693.516.652 FCFA au 31 décembre 2014. Elles représentent en moyenne 25,89% du chiffre d'affaires en 2015 contre 25,42% en 2014. La contribution des rétrocessionnaires aux charges de commissions a atteint 242.789.998 FCFA soit 2,83% des commissions totales.

3. LES AUTRES CHARGES

Les autres charges de l'exercice 2015 s'élèvent à 4.643.673.073 FCFA soit 13,99% du chiffre d'affaires 2015 contre 4.319.870.115 FCFA représentant 14,27% du chiffre d'affaires en 2014. Les autres charges hors dotations aux amortissements et aux provisions s'élèvent à 4.121.844.652 FCFA soit 93,34% des prévisions budgétaires de 4.416.136.472 FCFA s'analysant en une économie de 294.291.820 FCFA.

4. LE RATIO COMBINÉ

Le ratio combiné, exprimé en pourcentage des primes acquises, mesure la rentabilité opérationnelle des assureurs et réassureurs. Si ce ratio est supérieur à 100%, le réassureur est techniquement en perte avant le profit réalisé par ses placements. Il s'agit en fait d'un ratio qui tient compte de la sinistralité, des dépenses administratives et des autres frais de gestion. Il est plus pertinent pour les branches Non Vie.

	2014	2015	Variation
Frais de gestion *	3 236 944 659	3 505 555 563	268 610 904
Commissions et courtages	6 592 535 737	7 439 396 139	846 860 402
Charges de sinistres	10 162 252 680	13 544 040 808	3 381 788 128
Charges totales	19 991 733 076	24 488 992 510	4 497 259 434
Primes acquises	26 328 643 366	28 558 997 605	2 230 354 239
Ratio Combiné	75,93%	85,75%	9,82%

Tableau 4. Ratio Combiné 2014 – 2015

EXERCICES COMPTABLES	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Primes acquises rétrocedées	3 182	2 521	3 068	4 103	3 563	4 481
Part dans les charges de sinistres	1 046	17	733	3 364	-417	2 043
Commissions	507	332	387	173	122	243
Résultat rétrocession	1 628	2 172	1 947	566	3 859	2 195

Tableau 5. Résultat de la rétrocession de 2010 à 2015 (les chiffres sont en millions de F CFA)

Les primes acquises rétrocedées en 2015 sont en hausse de 20,48% par rapport à l'exercice 2014. Cette hausse découle de l'effet des primes d'ajustement 2014 en 2015 de la rétrocession non-proportionnelle Non Vie.

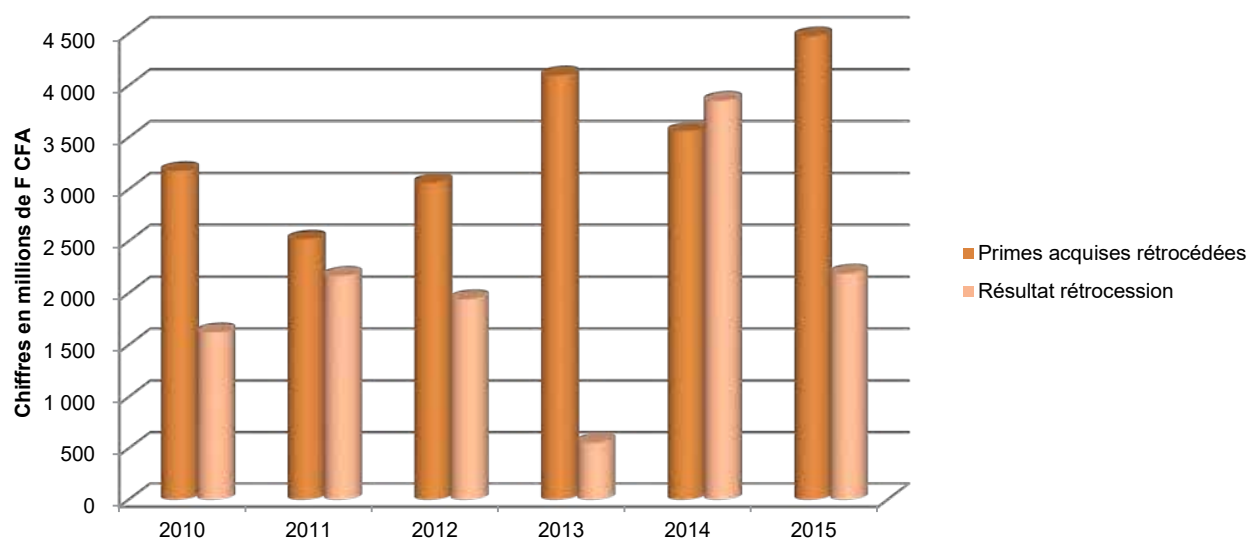


Figure 5. Primes acquises et résultats des rétrocessionnaires de 2010 à 2015

C. LES RESULTATS

1. LES RESULTATS TECHNIQUES

L'exploitation technique de l'exercice 2015 est résumée ci-dessous. Il ressort de ces comptes un résultat technique net de 7.192.800.330 FCFA qui s'analyse comme suit :

L'ACCEPTATION			
ELEMENTS	NON VIE	VIE	TOTAL
Primes acquises	28 558 997 612	4 580 247 316	33 139 244 928
Sinistres de Compétence	-13 544 040 802	-1 613 400 156	-15 157 440 958
Commissions	-7 439 396 139	-1 154 323 606	-8 593 719 745
Résultat Technique	7 575 560 671	1 812 523 554	9 388 084 225
LA RETROCESSION			
Primes acquises	-4 160 779 535	-319 948 003	-4 480 727 538
Sinistres de Compétence	2 106 298 162	-63 644 517	2 042 653 645
Commissions	84 032 567	158 757 431	242 789 998
Résultat Technique	-1 970 448 806	-224 835 089	-2 195 283 895
Résultat Technique Net	5 605 111 865	1 587 688 465	7 192 800 330

Tableau 6. Compte d'exploitation simplifié

2. LE RESULTAT NET DE L'EXERCICE

Le résultat d'exploitation générale de l'exercice 2015 est bénéficiaire de 4.800.943.474 FCFA. Sous l'effet des profits et des pertes hors exploitation, l'exercice 2015 se solde par un bénéfice de 3.240.308.475 FCFA contre 2.655.809.662 FCFA en 2014. Le résultat net de l'exercice 2015 représente 9,76% du chiffre d'affaires. La rentabilité du capital est ainsi assurée à concurrence de 16,20% en 2015.

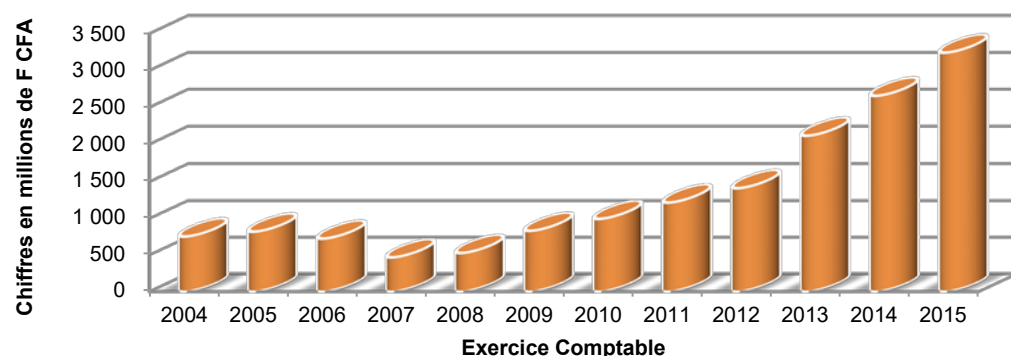


Figure 6. Evolution du résultat net 2004 - 2015

3. L'AFFECTION DU RESULTAT NET

Le résultat net de l'exercice 2015 s'élève à FCFA 3.240.308.475. Le plan stratégique de développement révisé pour la période 2015-2020 prévoit la distribution des dividendes à hauteur de 25% à 50% des bénéfices annuels. En conséquence, le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale d'affecter le résultat net comme suit :

Réserve Légale (1/10 du bénéfice de l'exercice)	324.030.847 FCFA
Réserve facultative	1.916.277.628 FCFA
Bénéfice à distribuer	1.000.000.000 FCFA
TOTAL (Résultat Net)	3.240.308.475 FCFA

Les dividendes à distribuer correspondent à un montant total de 1.000.000.000 FCFA soit 30,86% du bénéfice réalisé en 2015. Le dividende par action est fixé à 50.000 FCFA.

III. PERSPECTIVES

Les prévisions du FMI pour l'économie mondiale, en 2016, tablent sur :

- une croissance économique qui devrait se situer à 3,4% en 2016, contre 3,1% en 2015;
- une appréciation du dollar qui passerait de 591,7 FCFA en 2015 à 608 FCFA en 2016;
- une baisse des prix des principales matières premières, notamment le pétrole qui passerait d'une moyenne de 50,9 dollars le baril à 37 dollars en 2016, ainsi que le cuivre, le café, le manganèse, le coton et l'aluminium.

Bien que légère, l'amélioration de la conjoncture économique mondiale devrait entraîner une légère accélération de la croissance en Afrique sub-saharienne autour de 4,3%. Cette croissance serait essentiellement tirée par les pays africains à faible revenu avec 6,5%, tandis que les pays exportateurs de pétrole continueraient d'être affectés par la chute de leurs recettes pétrolières

Au niveau de la zone Franc en général, les Ministres des Finances s'accordent, pour 2016, sur des prévisions contrastées entre les régions UEMOA et CEMAC.

En zone UEMOA, l'activité devrait poursuivre son accélération. Porté par la Côte d'Ivoire avec 9,8%, le taux de croissance moyen pourrait atteindre 7,2% du PIB, grâce à une bonne tenue des indicateurs dans tous les secteurs, notamment le secteur primaire avec les efforts d'investissement dans les programmes de développement agricole, le secteur secondaire avec les BTP, la construction des infrastructures de base et les industries extractives, et le secteur tertiaire avec le développement du commerce, des transports et des communications.

L'inflation devrait rester modérée en raison du maintien des cours du pétrole à des niveaux faibles et des perspectives favorables de la production vivrière dans la région. Les déficits budgétaires devraient également se résorber légèrement, les recettes budgétaires bénéficiant de l'augmentation du taux de pression fiscale, tandis que les dépenses publiques connaîtraient un accroissement plus modéré qu'en 2015.

En zone CEMAC, la croissance devrait continuer son ralentissement en raison des difficultés du secteur pétrolier, qui affecteraient l'ensemble de l'économie de la région et contribueraient à l'aggravation des déficits budgétaire et du compte extérieur courant. La croissance n'atteindrait que 2,7% en 2016 contre 2,8% en 2015. Le solde budgétaire de base devrait connaître un déficit de 3% du PIB en 2016 contre 1% en 2015, tandis que la dette publique continuerait sa progression. L'inflation resterait contenue en deçà de la norme communautaire, avec un taux de 2,7% en moyenne annuelle en 2016, contre 2,3% en 2015.

Pour l'ensemble, ces perspectives assez fragiles demeurent exposées à des risques induits par la baisse de la demande en provenance des pays émergents, par la persistance de la faiblesse des cours des matières premières sur les marchés internationaux et par la crise sécuritaire dans la zone sahélienne et dans la région du Lac Tchad.

Sur le plan professionnel, les perspectives du marché mondial de la réassurance pour 2016, sont encore

jugées « négatives » par les principales agences de notation, en raison de l'évolution des nouvelles formes de capacité dites « alternatives » à la réassurance traditionnelle, et de la chute consécutive des taux observée lors des derniers renouvellements (chute de l'ordre de 10% à 15% des volumes de primes des réassureurs leaders). La réassurance traditionnelle est désormais confrontée à un afflux de capacités financières alternatives, à travers la préférence des méga-réassureurs pour les produits de titrisation comme le « cat bonds » qui semblent offrir des rendements plus séduisants que ceux des placements traditionnels (obligations, dépôt à terme, actions, ...). Ces produits spéculatifs représentent déjà près de 20% des couvertures des risques de catastrophes naturelles.

En zone CIMA, l'année 2016 s'ouvre sur des perspectives encourageantes, à la faveur des modifications de textes entreprises par l'organe régulateur qu'est la CIMA. En effet, après avoir mis en place en avril 2015, un dispositif légal et réglementaire sur les conditions d'agrément et de contrôle de la réassurance et des entreprises de réassurance, le Conseil des Ministres des assurances de la CIMA, en sa session du 8 avril 2016 à Yaoundé (Cameroun), a adopté une nouvelle rédaction de l'article 308 du code des assurances.

Aux termes des nouvelles dispositions, les risques situés dans un Etat membre de la CIMA ne peuvent être assurés qu'auprès d'une compagnie d'assurance régulièrement établie et agréée sur le territoire dudit Etat. Certains risques ne peuvent en aucun cas être cédés en réassurance à l'étranger (accidents, maladie, automobile, marchandises transportées, vie et décès, capitalisation ...). D'autres risques, en fonction de leur taille, ne peuvent être cédés en réassurance à l'étranger pour plus de 50%, sauf autorisation du Ministre en charge du secteur des assurances. Toutefois, l'autorisation du Ministre n'est pas requise pour des cessions de plus 50% en réassurance à l'étranger, portant sur des risques relatifs aux branches 4 (corps de véhicules ferroviaires), 5 (corps de véhicules aériens), 6 (corps de véhicules maritimes, lacustres et fluviaux), 11 (responsabilité civile véhicules aériens), 12 (responsabilité civile véhicules maritimes lacustres et fluviaux). Ces dispositions impliquent que les sociétés d'assurances locales et les compagnies de réassurance implantées dans la zone CIMA doivent renforcer leurs capacités financières pour absorber les risques mis à leur charge, et contribuer ainsi à accroître le taux de conservation des primes dans la Zone.

En zone « Hors CIMA Afrique », la CICA-RE marque sa présence sur ces marchés par l'ouverture de son Bureau de Tunis (TUNISIE) qui connaîtra son aboutissement au cours de l'année 2016, et par l'ouverture de son Bureau de Nairobi au KENYA, qui a été inauguré en mars 2016.

En zone « Hors CIMA, Hors Afrique », la CICA-RE continue de s'affirmer, comme un partenaire de référence dans cette zone, grâce au soutien apporté à ses cédantes dans le règlement de sinistres importants. Il en a été ainsi pour le sinistre du séisme du NEPAL, survenu le 25 avril 2015, évalué à 8.081 millions de FCFA dont 1.632 millions de FCFA pour la CICA-RE, et du sinistre incendie DIGNITY survenu le 31 mai 2015 au BANGLADESH, évalué à 15.368 millions de FCFA dont 922 millions de FCFA à la charge de la CICA-RE.

La CICA-RE s'est de la sorte, bâti une crédibilité auprès des Cédantes, que ce soit en Afrique ou hors Afrique ; et cette crédibilité vient d'être confirmée par la notation financière attribuée par A.M. Best et par l'agrément obtenu de l'autorité de régulation des assurances de l'Inde (IRDA).

La politique de diversification du portefeuille de la CICA-RE passe nécessairement par l'amélioration de son image de marque et une plus grande réactivité dans le règlement des sinistres et des soldes aux partenaires, tout en renforçant toujours sa surface financière pour soutenir l'évolution rapide de ses activités. C'est dans un tel contexte que la CICA-RE évoluera en 2016. Les résultats obtenus constituent un motif de satisfaction, mais aussi une motivation puissante à persévérer dans la recherche de l'excellence, dans cette marche vers l'émergence.

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

RAPPORT GENERAL

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2015

Aux Actionnaires,

Nous avons procédé à l'audit des comptes annuels de la COMPAGNIE COMMUNE DE REASSURANCE DES ETATS MEMBRES DE LA CIMA (CICA-RE) ci-joints, pour l'exercice clos le 31 décembre 2015. Ceux-ci comprennent le Bilan, le Compte de résultat, le Tableau d'évolution des capitaux propres, le Tableau de flux de trésorerie de l'exercice ainsi écoulé et les Notes explicatives des principaux comptes du Bilan et du Compte de résultat.

Responsabilités de la Direction vis-à-vis des comptes annuels

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation des comptes annuels conformément à l'Accord portant création de la Compagnie. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en oeuvre et le maintien d'un système de contrôle interne capable d'assurer la préparation et l'image fidèle des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'inexactitude significative, qu'elle soit due à l'erreur ou à la fraude; le choix et la mise en oeuvre de politiques comptables appropriées, et faire des estimations comptables qui soient raisonnables en la circonstance.

Responsabilités du Commissaire aux Comptes

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion motivée sur ces comptes annuels sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit conformément aux normes internationales relatives à la révision comptable. Ces normes requièrent la planification et la mise en oeuvre de diligences qui permettent d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes ne contiennent pas d'inexactitude significative et que les exigences relatives à l'éthique sont observées.

Un audit comprend la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir des évidences corroborant les montants et les informations figurant dans les comptes annuels. Les diligences choisies relèvent du jugement du Commissaire aux Comptes et prennent en compte l'appréciation du risque que les comptes annuels contiennent des inexactitudes significatives dues à l'erreur ou à la fraude. En appréciant ces risques, le Commissaire aux Comptes tient compte du contrôle interne applicable à la préparation et à l'image fidèle des comptes annuels de l'entité dans le but de concevoir des diligences d'audit qui seraient appropriées en la circonstance et non pour exprimer une opinion sur la bonne marche du contrôle interne.

Un audit comprend également une évaluation des principes comptables suivis et des principales estimations faites par la Direction ainsi qu'une évaluation globale de la présentation des comptes annuels.

Nous estimons que nos contrôles et travaux d'audit fournissent une base raisonnable pour formuler notre opinion.

Opinion

A notre avis, les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle, dans tous les aspects significatifs, de la situation financière de la COMPAGNIE COMMUNE DE REASSURANCE DES ETATS MEMBRES DE LA CIMA (CICA-RE) au 31 décembre 2015 et de sa performance financière pour l'exercice clos à cette date.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels de synthèse des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux Actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels de synthèse au 31 décembre 2015.

Abidjan, le 30 Mai 2016



MOUSTAPHA COULIBALY

Expert Comptable Diplômé
Commissaire aux comptes

RAPPORT SPECIAL

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2015

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre Compagnie, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Conformément aux dispositions de l'article 21.6 de l'accord révisé portant création de la CICA-RE et selon les dispositions des articles 438 à 448 de l'Acte Uniforme relatif au Droit des sociétés commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique (GIE) de l'OHADA, il s'agit des conventions directes ou indirectes entre la Compagnie et l'un de ses Administrateurs, Directeurs Généraux ou Directeurs Généraux Adjointes ainsi que des conventions entre la Compagnie et toute autre entreprise ou personne morale, si l'un des Administrateurs ou un Directeur Général ou Directeur Général Adjoint de la société est propriétaire de l'entreprise ou associé indéfiniment responsable, Gérant, Administrateur, Administrateur Général, Administrateur Général Adjoint, Directeur Général ou Directeur Général Adjoint de la personne morale contractante. Ces conventions doivent être soumises à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration ou de l'Administrateur Général, et avis doit en être donné au Commissaire aux Comptes qui présente à l'Assemblée Générale un rapport spécial.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de telles conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisées, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

1. Conventions conclues au cours de l'exercice

Votre Conseil d'Administration n'a porté à notre connaissance aucune convention conclue au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

2. Conventions conclues au cours des exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice sous revue

Convention de mise en place d'un Réseau Privé de Télécommunications par VSAT pour la CICA-RE

Administrateur Concerné :

Jean Kacou Diagou

Nature et Objet:

NSIA Technologies a signé avec la CICA-RE au cours de l'exercice 2014, un contrat pour la mise en place d'un Réseau Privé de Télécommunications par VSAT pour la CICA-RE. NSIA Technologies fait partie du groupe NSIA qui est actionnaire de la CICA-RE et représenté à son Conseil d'Administration par son Président Directeur Général, M. Jean Kacou Diagou.

Par cette convention, les deux parties s'engagent comme suit :

NSIA Technologies

NSIA Technologies s'engage à exécuter toutes ses obligations techniques vis-à-vis de la CICA-RE, notamment celles définies dans le cahier des charges portant sur l'acquisition, l'installation et l'exploitation d'un Réseau Privé de Télécommunication par VSAT pour CICA-RE et, dans les délais spécifiés.

CICA-RE

La CICA-RE s'engage à :

- Faciliter l'accès à ses bureaux régionaux à NSIA TECHNOLOGIES,
- Mettre à la disposition de NSIA Technologies toutes les informations et données nécessaires pour la mise en oeuvre du Projet,
- Se conformer au planning de décaissement tel que convenu d'accord parties et joint en annexe du protocole d'accord.

Modalités financières:

Le coût du projet revêt deux volets spécifiques :

- L'investissement en équipements (Antennes VSAT et Accessoires et Equipements indirects) : 27 779 000 FCFA ;
- Les coûts récurrents annuels (d'internet, de maintenance et d'interconnexion) : 35 814 000 FCFA.

Montant des sommes facturées au cours de l'exercice :

- Des charges de prestations d'un montant total de 26 860 500 FCFA ont été facturées à la CICA-RE au cours de l'exercice clos au 31.12.2015

Abidjan, le 30 Mai 2016



MOUSTAPHA COULIBALY
Expert Comptable Diplômé
Commissaire aux comptes

ANNEXES

BILAN AU 31 DECEMBRE 2015				
ACTIF	MONTANT BRUT 2015	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	MONTANT NET 2015	MONTANT* NET 2014
CHARGES IMMOBILISEES	458 742 757	255 104 394	203 638 363	198 751 745
IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	8 787 933 109	2 618 556 816	6 169 376 293	6 006 540 336
IMMEUBLES	5 343 541 959	690 296 941	4 653 245 018	4 757 895 043
MATERIEL, MOBILIER, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS	2 515 537 780	1 827 367 202	688 170 578	591 988 166
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	118 006 464	100 892 673	17 113 791	3 590 519
IMMOBILISATIONS EN COURS	810 846 906		810 846 906	653 066 608
AUTRES VALEURS IMMOBILISEES	28 027 331 203	209 674 965	27 817 656 238	28 258 767 380
CREANCES POUR ESPECES DEPOSEES AUPRES DES CEDANTES	19 904 116 739		19 904 116 739	18 606 846 781
SINISTRES AU COMPTANT PAYES	1 705 650 870		1 705 650 870	1 712 896 097
VALEURS MOBILIERES	4 293 875 200		4 293 875 200	6 072 438 307
PRETS	639 580 250		639 580 250	513 906 105
TITRES DE PARTICIPATION	1 468 061 704	209 674 965	1 258 386 739	1 339 619 955
DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS	16 046 440		16 046 440	13 060 135
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	37 274 007 069	3 083 336 175	34 190 670 894	34 464 059 461
PART DES RETROCESSIONNAIRES DANS LES PROVISIONS TECHNIQUES				
BRANCHES VIE	152 046 483		152 046 483	215 691 000
PROVISIONS MATHEMATIQUES				
PROVISIONS DE SINISTRES	152 046 483		152 046 483	215 691 000
BRANCHES ELEMENTAIRES	4 567 345 741		4 567 345 741	2 412 142 506
PROVISIONS DE PRIMES	41 869 713		41 869 713	
PROVISIONS DE SINISTRES	4 525 476 028		4 525 476 028	2 412 142 506
TOTAL PART DES RETROCESSIONNAIRES	4 719 392 224		4 719 392 224	2 627 833 506
COMPAGNIES DEBITRICES	20 561 993 971	3 015 752 657	17 546 241 314	19 836 712 849
DEBITEURS DIVERS	93 888 170		93 888 170	119 200 567
COMPTES DE REGULARISATION (ACTIF)	321 822 328		321 822 328	248 701 744
TITRES DE PLACEMENT	2 284 176 777	91 500	2 284 085 277	530 195 735
CHEQUES ET COUPONS A ENCAISSER	58 445 330		58 445 330	369 556 302
BANQUES ET CHEQUES POSTAUX	20 671 662 408		20 671 662 408	17 684 723 251
CAISSE	9 565 230		9 565 230	11 134 875
TOTAL VALEURS REALISABLES OU DISPONIBLES	44 001 554 214	3 015 844 157	40 985 710 057	38 800 225 323
TOTAL GENERAL	85 994 953 507	6 099 180 332	79 895 773 175	75 892 118 290

BILAN AU 31 DECEMBRE 2015		
PASSIF	MONTANT NET 2015	MONTANT NET 2014
CAPITAUX PROPRES ET RESERVES		
CAPITAL SOCIAL	20 000 000 000	20 000 000 000
RESERVES	10 590 404 752	8 734 595 090
PRIME D'EMISSION	1 740 600 000	1 740 600 000
RESERVE LEGALE	1 648 354 901	1 382 773 935
RESERVES FACULTATIVES	6 300 435 698	4 710 207 002
RESERVES POUR CATASTROPHES	901 014 153	901 014 153
REPORT A NOUVEAU		
TOTAL	30 590 404 752	28 734 595 090
RESERVES REGLEMENTEES		
RESERVES POUR FLUCTUATION DE CHANGE	438 622 860	397 968 058
RESERVES POUR FLUCTUATION DE LA SINISTRALITE	2 517 051 361	2 517 051 361
TOTAL	2 955 674 221	2 915 019 419
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT RECUES		42 183 000
PROVISIONS POUR PERTES ET CHARGES	366 568 678	394 545 247
DETTES A LONG ET MOYEN TERME	386 213 559	678 279 245
DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS	6 600 000	6 600 000
DETTES POUR ESPECES DEPOSEES PAR LES RETROCESSIONNAIRES EN REPRESENTATION D'ENGAGEMENTS TECHNIQUES	379 613 559	671 679 245
TOTAL	752 782 237	1 115 007 492
PROVISIONS TECHNIQUES		
BRANCHES VIE	2 665 307 682	2 370 254 441
PROVISIONS MATHEMATIQUES	1 696 927 983	1 653 907 483
PROVISIONS DE SINISTRES	968 379 699	716 346 958
BRANCHES ELEMENTAIRES	32 394 562 479	31 081 026 340
PROVISIONS DE PRIMES	5 064 573 338	4 817 814 128
PROVISIONS DE SINISTRES	27 329 989 141	26 263 212 212
TOTAL	35 059 870 161	33 451 280 781
DETTES A COURT TERME		
COMPAGNIES CREDITRICES	6 330 177 537	6 099 227 020
CREDITEURS DIVERS	448 267 793	457 864 751
COMPTES DE REGULARISATION (PASSIF)	518 287 999	463 287 993
BANQUES ET CHEQUES POSTAUX		26 082
TOTAL	7 296 733 329	7 020 405 846
RESULTAT (BENEFICE DE L'EXERCICE)	3 240 308 475	2 655 809 662
TOTAL GENERAL	79 895 773 175	75 892 118 290

COMPTE D'EXPLOITATION GENERALE EXERCICE 2015				
DEBIT	OPERATIONS BRUTES	OPERATIONS RETROCEDEES	OPERATIONS NETTES 2015	OPERATIONS NETTES 2014
I BRANCHES VIE (V)				
Sinistres réglés	1 371 005 387		1 371 005 387	1 371 372 369
à ajouter : provisions de sinistres à la clôture de l'exercice	968 379 699	152 046 483	816 333 216	500 655 958
à déduire : provisions de sinistres à l'ouverture de l'exercice	725 984 963	215 691 000	510 293 963	517 835 149
SINISTRES COMPETENCE DE L'EXERCICE	1 613 400 123	-63 644 517	1 677 044 640	1 354 193 178
COMMISSIONS ET COURTAGES	1 154 323 606	158 757 431	995 566 175	1 023 726 233
II BRANCHES NON VIE (NV)				
Sinistres réglés	13 307 928 496	13 960 601	13 293 967 895	6 805 933 897
à ajouter : provisions de sinistres à la clôture de l'exercice	27 329 989 141	4 525 476 028	22 804 513 113	23 851 069 706
à déduire : provisions de sinistres à l'ouverture de l'exercice	27 093 876 953	2 433 138 387	24 660 738 566	20 142 352 255
SINISTRES COMPETENCE DE L'EXERCICE	13 544 040 684	2 106 298 242	11 437 742 442	10 514 651 348
COMMISSIONS ET COURTAGES	7 439 396 139	84 032 567	7 355 363 572	6 548 225 926
III AUTRES CHARGES				
FRAIS DE PERSONNEL			2 179 097 083	2 066 917 780
TRAVAUX, FOURNITURES ET SERVICES EXTERIEURS			783 271 471	658 501 847
TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS			204 026 454	169 400 710
FRAIS DIVERS DE GESTION			904 937 929	812 776 144
FRAIS FINANCIERS			50 511 715	71 389 213
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS			521 828 421	540 884 421
TOTAL AUTRES CHARGES			4 643 673 073	4 319 870 115
RESULTAT: BENEFICE D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE			4 806 943 474	4 053 786 034
TOTAL GENERAL			30 916 333 376	27 814 452 834

**COMPTE D'EXPLOITATION GENERALE
EXERCICE 2015**

CREDIT	OPERATIONS BRUTES	OPERATIONS RETROCEDEES	OPERATIONS NETTES 2015	OPERATIONS NETTES 2014
I BRANCHES VIE (V)				
PRIMES NETTES D'ANNULATIONS	4 612 228 427	319 948 003	4 292 280 424	3 818 131 665
à ajouter : provisions mathématiques à l'ouverture de l'exercice	1 664 946 863		1 664 946 863	1 041 174 515
à déduire : provisions mathématiques à la clôture de l'exercice	1 696 927 983		1 696 927 983	1 653 907 483
PRIMES ACQUISES A L'EXERCICE	4 580 247 307	319 948 003	4 260 299 304	3 205 398 697
II BRANCHES NON VIE (NV)				
PRIMES NETTES D'ANNULATIONS	28 577 358 789	4 202 649 328	24 374 709 461	23 071 109 804
à ajouter : provisions de primes à l'ouverture de l'exercice	5 046 212 142		5 046 212 142	4 640 797 585
à déduire: provisions de primes à la clôture de l'exercice	5 064 573 338	41 869 713	5 022 703 625	4 817 814 128
PRIMES ACQUISES A L'EXERCICE	28 558 997 593	4 160 779 615	24 398 217 978	22 894 093 261
III PRODUITS FINANCIERS			2 257 066 094	1 712 788 376
INTERETS BANCAIRES			1 057 205 068	927 108 030
INTERETS DES PRETS ET AUTRES REVENUS			829 726 786	467 969 143
INTERETS SUR DEPOTS ESPECES			370 134 240	317 711 203
IV AUTRES PRODUITS			750 000	2 172 500
PRODUITS ACCESSOIRES			750 000	2 172 500
TOTAL III + IV			2 257 816 094	1 714 960 876
TOTAL GENERAL			30 916 333 376	27 814 452 834

COMPTE GENERAL DE PERTES ET PROFITS EXERCICE 2015		
DEBIT	2015	2014
Pertes sur exercices antérieurs	21 022 689	54 154 415
Dotations aux provisions HE	791 624 986	624 634 646
Pertes de change	438 970 769	374 493 656
Autres pertes exceptionnelles	559 656 408	477 779 651
<u>Bénéfice net de l'exercice</u>	3 240 308 475	2 655 809 662
TOTAL	5 051 583 327	4 186 872 030
CREDIT	2 015	2 014
<u>Bénéfice d'exploitation de l'exercice</u>	4 806 943 474	4 053 786 034
Profits sur exercices antérieurs	52 228 142	12 247 456
Reprises de provision HE	39 001 768	59 158 190
Profits de change	14 664 332	35 739 867
Autres profits exceptionnels divers	138 745 611	25 940 483
TOTAL	5 051 583 327	4 186 872 030

**TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE
EXERCICE 2015**

FLUX DE TRESORERIE LIES A L'EXPLOITATION		2015	2014
Résultat avant Produits & charges financiers, impôts et éléments exceptionnels		2 540 918 930	2 412 386 871
<i>Elimination des charges et des produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :</i>			
+	Dotations aux amortissements et aux provisions nettes des reprises (sauf celles portant sur l'actif circulant)	711 237 275	642 492 810
-	Reprises sur provisions	(142 594 509)	(116 320 109)
=	Résultat brut d'exploitation	3 109 561 696	2 938 559 572
Variation du Besoin en Fonds de Roulement d'Exploitation (r B.F.R.E.) :			
-	Variation des créances d'exploitation	(1 497 880 741)	(2 913 919 218)
+	Variation des dettes d'exploitation	1 549 681 601	2 497 888 021
=	Flux net de trésorerie d'exploitation	3 161 362 556	2 522 528 375
Autres encaissements et décaissements liés à l'activité:			
-	Frais financiers	(50 511 716)	(71 389 213)
+	Produits financiers	2 257 066 094	1 712 788 376
-	Charges exceptionnelles liées à l'activité	(1 755 806 493)	(1 531 062 368)
+	Produits exceptionnels liées à l'activité	292 578 996	133 085 996
=	Flux net de trésorerie généré par l'activité (A)	3 904 689 437	2 765 951 166
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'INVESTISSEMENT			
-	Acquisitions d'immobilisations	(2 216 213 148)	(6 193 484 640)
+	Réductions d'immobilisations financières	1 785 808 334	1 201 726 962
+ / -	Variation des autres postes (dettes et créances) relatifs aux immobilisations		
=	Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	(430 404 814)	(4 991 757 678)
FLUX DE TRESORERIE LIES AU FINANCEMENT			
+	Prime d'émission libérée au cours de la période		
+	Capital libéré au cours de la période		
-	Dividendes versés	(800 000 000)	(600 000 000)
=	Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	(800 000 000)	(600 000 000)
VARIATION DE TRESORERIE (A + B + C)		2 674 284 623	-2 825 806 512
+	Trésorerie d'ouverture	18 065 388 346	20 891 194 858
=	Trésorerie de clôture	20 739 672 969	18 065 388 346

RESOLUTIONS

Première Résolution

Relative à l'approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux comptes (exercice 2015)

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et des rapports général et spécial du Commissaire aux comptes, approuve lesdits rapports ainsi que les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015 tels qu'ils lui sont présentés.

En conséquence, elle donne quitus aux Administrateurs pour leur gestion au titre de l'exercice 2015.

Deuxième Résolution

Relative à l'affectation du résultat

L'Assemblée Générale Ordinaire, constatant que le bénéfice de l'exercice 2015 s'élève à 3 240 308 475 FCFA, décide de l'affecter comme suit :

Réserve Légale (1/10 du bénéfice de l'exercice)	324 030 847	FCFA
Réserve facultative	1 916 277 628	FCFA
Bénéfice à distribuer	1 000 000 000	FCFA

Total	3 240 308 475	FCFA

Troisième Résolution

Relative à l'élection d'Administrateurs

L'Assemblée Générale Ordinaire, conformément aux dispositions de l'Annexe B de l'Accord portant création de la CICA RE tel que modifié par la 7ème Assemblée Générale des Etats Membres tenue le 07 avril 2013 à Dakar (République du Sénégal) :

- Elit Monsieur Albert PAMSY en qualité d'Administrateur représentant le groupe Chanas Assurances-FSA, pour un mandat couvrant la période restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit du 24 juin 2016 jusqu'à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2016 ;
- Elit Monsieur EZO'O ENGOLO Blaise Abel, en qualité d'Administrateur représentant l'Etat du Cameroun, pour un mandat couvrant la période restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit du 24 juin 2016 jusqu'à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2016 ;
- Elit Madame Prisca Raymonda AMAHEBA KOHO épouse NLEND en qualité d'Administrateur représentant l'Etat du GABON, pour un mandat couvrant la période restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit du 24 juin 2016 jusqu'à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2016.

Quatrième Résolution

Relative aux conditions d'exercice des fonctions d'Administrateur

L'Assemblée Générale Ordinaire, décide de fixer la rémunération globale annuelle du Conseil à un montant de quatre vingt neuf millions cinq cent mille (89.500.000) FCFA, à effet du 1er janvier 2016, à charge pour le Conseil de le répartir entre ses membres.

Cinquième Résolution

Relative à la date et au lieu de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire

Sur invitation des Autorités de la République du Mali, l'Assemblée Générale Ordinaire décide que sa 35ème réunion se tiendra à Bamako en Juin 2017.

Sixième Résolution

Relative à la motion de remerciement au pays hôte

L'Assemblée Générale Ordinaire exprime ses sincères remerciements au Gouvernement du Sénégal pour l'accueil, l'hospitalité et toutes les facilités qui ont permis de tenir avec succès sa 34ème réunion à Dakar.

L'Assemblée Générale Ordinaire demande à son Président de transmettre, par l'intermédiaire des Autorités compétentes, au Chef de l'Etat, au Gouvernement et au peuple sénégalais, sa gratitude pour le soutien apporté à la CICA-RE et pour la généreuse manifestation de fraternité et d'amitié à l'endroit des participants venus des différents pays.

ECHOS DES TRAVAUX DE LA 34^{ÈME} ASSEMBLÉE
Les travaux



Présidium des travaux de la 34^{ème} Assemblée Générale Ordinaire



Vue partielle des participants à la 34^{ème} Assemblée Générale Ordinaire

ECHOS DES TRAVAUX DE LA 34^{ÈME} ASSEMBLÉE Le dîner de gala



De gauche à droite : M. YOKA GALLOY Alexandre, Président du Conseil entrant ; M. James REDOMBO, Président du Conseil sortant ; Mme Jacqueline CASALEGNO, Administrateur sortant de CHANAS ; M. Jean Baptiste KOUAME, Directeur Général de la CICA-RE et M. Jean Kacou DIAGOU, Administrateur, Président du Groupe NSIA.



Photo de famille avec M. Issofa NCHARE, actuel Secrétaire Général de la CIMA, Administrateur sortant du Cameroun (Chemise claire)

ECHOS DES TRAVAUX DE LA 34^{ÈME} ASSEMBLÉE
La remise des attestations



Le Président James REDOMBO, remettant l'attestation à un séminariste



Le Directeur Général, Jean Baptiste KOUAME, remettant l'attestation à un séminariste

ECHOS DES TRAVAUX DE LA 34^{ÈME} ASSEMBLÉE
Le dîner de gala



Vue partielle de la table d'honneur au Dîner de Gala



Troupe d'animation culturelle de Dakar



2015 Annual report



CICA-RE

JOINT REINSURANCE COMPANY OF MEMBER STATES
OF THE INTER-AFRICAN CONFERENCE FOR INSURANCE MARKET

The reinsurer you can rely on



CICA-RE

JOINT REINSURANCE COMPANY
OF MEMBER STATES OF THE INTER-AFRICAN
CONFERENCE FOR INSURANCE MARKET

ANNUAL REPORT



GCR Zone CIMA AA
International BB+

YEAR 2015

THE 34TH ORDINARY GENERAL ASSEMBLY OF THE
SHAREHOLDERS OF CICA-RE
Official opening



The 34th Ordinary General Assembly of the Shareholders of CICA-RE. Mr. James REDOMBO, Chairman of the Board, at his right, Mr. Mamadou SARR the Director of Cabinet of the Minister for Economics and Finance of Senegal and at his left, Mr. Jean Baptiste KOUAME, Managing Director of CICA-RE



Official opening of CICA-RE Seminars held on the sidelines of the meeting from 20 to 24 June 2016 in Dakar - Senegal. The Managing Director of CICA-RE in the center, at his left, Mr. Mamadou DEME, Director of Insurance Senegal and Mr. Fransady KONDE, Permanent General Secretary of FANAF. At his right M. Joseph Luc FOADING, Director of Life Operations and Jean Baptiste AIZAN, Regional Director for West Africa

CONTENTS

BOARD OF DIRECTORS	4
MANAGEMENT	5
FOREWORD	6
BOARD OF DIRECTOR'S REPORT.....	7
EXTERNAL AUDITOR'S REPORT	21
ANNEXES	25
Income statement	28
General Profit and Loss Account	30
Statement of cash flow.....	31
Resolutions.....	32
Photos for work on shop of 34 th session of the general assembly	34

HEADQUARTERS

Cité OUA – Immeuble CICA-RE 07 BP 12410
Lomé-Nyéko TOGO
Tél. : (228) 22 23 62 62 / 22 23 62 65 / 22 23 62 69
Fax : (228) 22 61 35 94 / 22 61 35 95
E-mail : cica-re@cica-re.com

REGIONAL OFFICE, DOUALA

Immeuble CSPH Avenue du Général de Gaulle
B. P. : 1176 Douala Bonanjo CAMEROUN
Tél. : (237) 233 42 34 37 / Fax : (237) 233 42 34 23
E-mail : cicaredouala@cica-re.com

REGIONAL OFFICE, ABIDJAN

C-22 Rue Goyavier Immeuble MACI 2000
Derrière Collège MERMOZ Cocody,
08 BP 1400 ABIDJAN 08 COTE D'IVOIRE
Tél. : (225) 22 48 27 30 - Fax : (225) 22 44 36 50
E-mail : cicareabidjan@cica-re.com

REGIONAL OFFICE, NAIROBI

7th Floor, Wing D, Suite D2 Galana Plaza, Galana Road - Kilimani
Po Box 40132, 00100 Nairobi - KENYA
Tél. : (254) 72 22 14 861
Email: cicarenairobi@cica-re.com

BOARD OF DIRECTORS



James REDOMBO
Director representing Gabon
Chairman of the Board of Directors



Mamadou DEME
Director representing Sénégal
Head of insurance



Jean Kacou DIAGOU
Director representing
the Ivorian Private Sector
Chairman of NSIA Group



Issofa NCHARE
Director representing Cameroun
Head of insurance



Jacqueline CASALEGNO
Director representing
CHANAS insurance & FSA Group
Chairman of CHANAS insurance



Bassary TOURE
Director representing BOAD
Deputy Chairman of BOAD



Mamadou SY
Director representing Mali,
RCA & Niger
Head of insurance of Mali



Alexandre Galloy YOKA
Director representing Congo-Brazzaville & Bénin
Head of insurance of Congo

Semde Aminata OUEDRAOGO
Director representing
Burkina-Faso
Head of insurance



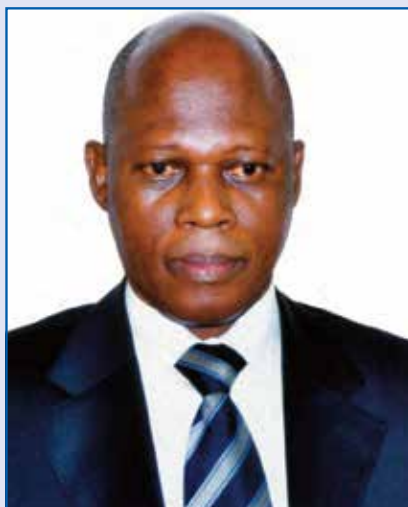
Karim DIARASSOUBA
Director representing
Côte d'Ivoire
Head of insurance

Aminata CISSE DEMBELE
Director representing
«OTHERS INSURANCE
SOCIETIES GROUP»
Head of LAFIA SA insurance of Mali



Lymda-Ouro AYEVA
Director representing
Togo & Tchad
Head of insurance of Togo

MANAGEMENT



Jean Baptiste N. KOUAME
Managing Director



Hippolyte OYOUBA
Deputy Managing Director

FOREWORD

The thirty second annual report presents the 2015 accounting year, describes the company's operating conditions and indicates its development perspectives.

The 2015 turnover amounts to 33.189.587.219 FCFA or an increase of 16,71% as compared with the preceding year.

Businesses written in the CIMA zone represent 53,84% of the 2015 total turnover as against 53,15% in 2014.

Legal cessions represent 23,64% (26,51% :2013) of the turnover and shows a drop of 2,87 points as compared with the previous year. Conventional businesses which represented 73,49% of turnover in 2014, stand at 76,36% in 2015 all zones combined in relative value or an increase of 13,92% in nominal value.

Total Balance Sheet amounts to 79.895.773.175 FCFA as compared with 75.892.118.290 FCFA in 2014, or an increase of 4.003.654.885 FCFA in absolute value and, of 5,28% in relative value.

Technical results from gross acceptations amount to 9.388.084.225 FCFA. Net income for the year, after deduction of overheads and non-operating income and expenses, amounts to 3.240.308.475 FCFA as against 2.655.809.662 FCFA in 2014. This represents 16,20% of share capital.

The first part of this report describes the economic background and the commercial environment that prevailed during 2015.

In a second part, under the heading « Operations », the operations are analyzed.

The report hence provides in its conclusion, an outlook of the company perspectives over future years.

BOARD OF DIRECTOR'S REPORT

I. ECONOMIC CONTEXT AND COMMERCIAL ENVIRONMENT

The year 2015 inaugurates a new era for CICA-RE with the implementation of the Strategic Development Plan which was upgraded for the period 2015-2020. Indeed, the objectives of the Strategic Development Plan initially prepared for the period 2009-2020 have been out-passed and the corporation has revisited said plan for more new ambitious challenges in line with its rapid development path.

During the year 2015, the Corporation embraced more expansion capacities on certain markets throughout the world by undergoing the requirements of rating agency A.M. Best in addition to those of the south African Agency, Global Credit Rating (GCR) which has been ongoing since 2006 (AA for the CIMA domestic zone and, BB+ for international). CICA RE was granted the rating of financial solidity B(Acceptable) and the credit issuance rating of bb+ by A.M. Best which pays a closer attention to the country risk or to the sovereign rating of the host country in determining a company rating.

CICA RE is hence the first company in the insurance and reinsurance sector with headquarters in the CIMA zone to benefit from A.M. Best rating. This hereby lifts a major obstacle for business partners who wish to be comforted by other ratings issued outside the African continent.

From a world economic standpoint, the year 2015 was characterized by a slowdown of the growth estimated at 3,1% of GDP as against 3,4% in 2014. Advanced countries record a moderate growth, such as the United States (where growth moved from 2,5% in 2014 to 2,4% in 2015, which shows the impact of the dollar strengthening on the USA exports) and of the euro zone where it would be limited to 1,5% in 2015 as against 0,9% in 2014. In emerging economies, one notes a contrast between countries that import raw materials which show some robustness (India with a growth of 7,3%, China with 6,9%,) and exporters of raw materials where growth is weaker (Brazil, Russia which suffers from the drop of oil price to which its economy is very dependent). The slowdown of China economy affects negatively its Asian trade partners and exporters of raw materials in Latin America and Africa. The economic activity in sub-Saharan Africa has considerably decreased with a growth estimated at 3,8% in 2015 as against 5% in 2014. Countries less dependent on exports of raw materials maintained a sustainable growth whilst countries dependent on them were penalized by severe reductions of their export revenues which weakened their budgetary balances.

At their meeting of 09 April 2016 in Yaoundé (Republic of Cameroon), the Ministers of Finance of the CIMA zone (Inter African Conference of Insurance Markets, made up of member states of CICA RE comprising the French speaking West Africa Monetary and Economic Union - UEMOA and the Monetary and Economic Community of Central Africa -CEMAC), highlighted the same general contrasted economic evolution between countries of the franc zone.

The UEMOA zone recorded a growth of 6,5% in 2015 as against 6,6% in 2014. This growth is mainly supported by Côte d'Ivoire (9,5%) while the other countries showed a growth rate between 4,4% (Burkina Faso, Niger) and 5,5% Togo. On the one hand, in Burkina Faso, the weak growth rate is due the socio economic situation of the country in 2014 and 2015; on the other hand, Niger was affected by the poor performance of the agricultural sector and the slowdown of the mining and petroleum activities. Overall, one notes a good standing of the primary sector, constructions and public works, transports and telecommunications. In addition, one should take account of a drop in the refined oil price and the effects of favorable measures induced by public Authorities for a better supply of their markets with agricultural produce.

The annual inflation rate of UEMOA records a slight increase, moving from -,1% in 2014 to 1% in 2015 in strong correlation with the increase of prices of consumable goods and non- alcoholic beverages and the decrease of transport costs. All UEMOA countries comply with the union standard of 3% of GDP.

From a public finances standpoint, UEMOA is characterized by a deepening of public deficits, namely the global deficit net of grants and this global deficit moved respectively from 6,1% of GDP in 2014 to 7,1% of GDP in 2015 and, from 3,1% of GDP in 2014 to 4% in 2015. This aggravation is due to a sizeable progress of total expenditure and net loans for the financing of investments, transfers and subventions, of operations and salary charges. This increase of expenditure could not be absorbed by fiscal and non-fiscal revenues despite efforts devoted to improve debt collection and minimize fiscal frauds.

In the UEMOA zone, the stock of the domestic and foreign debts as a percentage of GDP moved from 37,6% in 2014 to 39,3% in 2015. This is however lower that the Union standard for the foreign indebtedness which should not be greater than a ceiling of 70% of GDP.

With respect to the CEMAC zone, it experienced a growth slowdown which moved from 4,8% of GDP in 2014 to 2,8% in 2015 due to security reasons and poor performance of the oil sector (0,8% as against 2,7% in 2014) which negatively impacted domestic consumption and the non oil sector. On a country basis, the economic growth of the CEMAC zone was sustained by Cameroon (+5,9% in 2015 and in 2014), Central African Republic (+4,9% in 2015 as compared to 1% in 2014) and, was slowed down by Guinea Equatorial (-6,1% in 2015 as against +0,6% in 2014), Congo (+2,4% only in 2015 as against 6,7% in 2014), Chad(+3,3% in 2015 as against 6,2% in 2014) and Gabon(4% in 2015 as against 4,3% in 2014).

From a pice standpoint, inflation was globally kept under control in the CEMAC zone, moving from 3,2% in 2014 to 2,3% in 2015, in compliance with the regional standard of 3%. Only Chad had an inflation rate of 3,7% above of the ceiling due to distorsions in procurement networks resulting from the closing of its borders with Lybia and Nigeria. This favorable evolution is explained by the decrease of the domestic demand and the improvement of supplies as well as the deacrese of certain consumer prices.

The public finances of CEMAC countries show an aggravation of the budget deficit, engagement base, net of grants that moves from -1,6% of GDP in 2014 to -3,1% in 2015. From the one hand, total budgetary revenues decreased due to a drop of oil revenues resulting from a drop of the oil barrel price despite the increase of oil production. It should be mentioned that the oil price on the world market decreased from 96,2 US\$ in 2014 to 50,9 US\$ on average in 2015. In addition, total budgetary expenditure have obviously reduced but, this reduction was lower than total revenues.

Within the CEMAC zone, the ratio of the domestic and foreign indebtedness over the nominal GDP continues to increase rapidly, moving from 18,3% in 2012 to 25,5% in 2014 and to 20,8% of GDP in 2015. This ratio is however lower than the regional standard of 70% with respect to foreign indebtedness.

Overall, the two sub-regions forming CICA RE member states, UEMOA and CEMAC, experienced a contrasted evolution in a framework of a world growth slowdown, and have felt differently the poor performances of the oil sector following the drop of oil prices and the strengthening of the US dollar. Inflation pressure was kept under control below the Union standards. However, a special attention must be paid to the Public Finance monitoring in view of the worsening of the public deficits as total national inflows were not enough to meet total outflows. Countries public indebtedness progressed quite rapidly although the situation remains sustainable.

It is in this economic context that CICA RE operated in 2015.

The turnover realized is quite commendable and not too distant from this year budget which is in line with that of the first year of the revised Strategic Development Plan for the period 2015-2020 and, net income is quite close to forecast. These performances confirm the pertinence and rigor of assumptions used in building the Plan and, constitute grounds for the corporation encouragement in its unflinching search for excellence.

II. OPERATIONS

A. REVENUES

1. THE TURNOVER

Gross turnover all classes combined amounted to 33.189.587.219 FCFA as against 30.270.273.584 FCFA in 2014, or an increase of 2.919.313.635 FCFA, or 9,64%.

The growth of turnover stems, among other things, from an increase of life and non-life underwritings and, specifically, in the following acceptations:

- Legal cessions Life: from 1.496.250.000 FCFA in 2014 to 1.657.455.000 FCFA in 2015;
- Treaties Life outside CIMA Africa: from 888.215.000 FCFA in 2014 to 943.559.000 FCFA in 2015
- Treaties Non- Life outside CIMA Africa: from 3.597.183.000 FCFA in 2014 to 5.862.649.000 FCFA in 2015
- Conventional treaties Non-Life CIMA: from 1.800.950.000 FCFA in 2014 to 2.225.685.000 FCFA in 2015;
- Facultatives Life CIMA: from 874.020.000 FCFA in 2014 to 1.136.880.000 FCFA in 2015;
- Facultatives Non-Life CIMA: from 5.026.801.000 FCFA in 2014 to 5.902.561.000 FCFA in 2015.

This increase has however been reduced by a decrease of Underwritings of Facultatives Non-Life outside CIMA Africa, Facultatives outside CIMA outside Africa, treaties Non-Life outside CIMA outside Africa as well as that of legal cessions in the CIMA zone:

- Facultatives Non-Life outside CIMA Africa: from 2.955.491.000 FCFA in 2014 to 2.729.971.000 FCFA in 2015;
- Facultatives Non-Life outside CIMA outside Africa: from 4.336.121.000 FCFA in 2014 to 4.041.555.000 FCFA in 2015;
- Treaties Non - Life outside CIMA and outside Africa: from 2.183.890.000 FCFA in 2014 to 1.625.501.000 FCFA in 2015;
- Legal cessions Non-Life: from: from 6.527.251.000 FCFA in 2014 to 6.189.438.000 FCFA in 2015
- The table here under shows the evolution of the turnover per accounting year

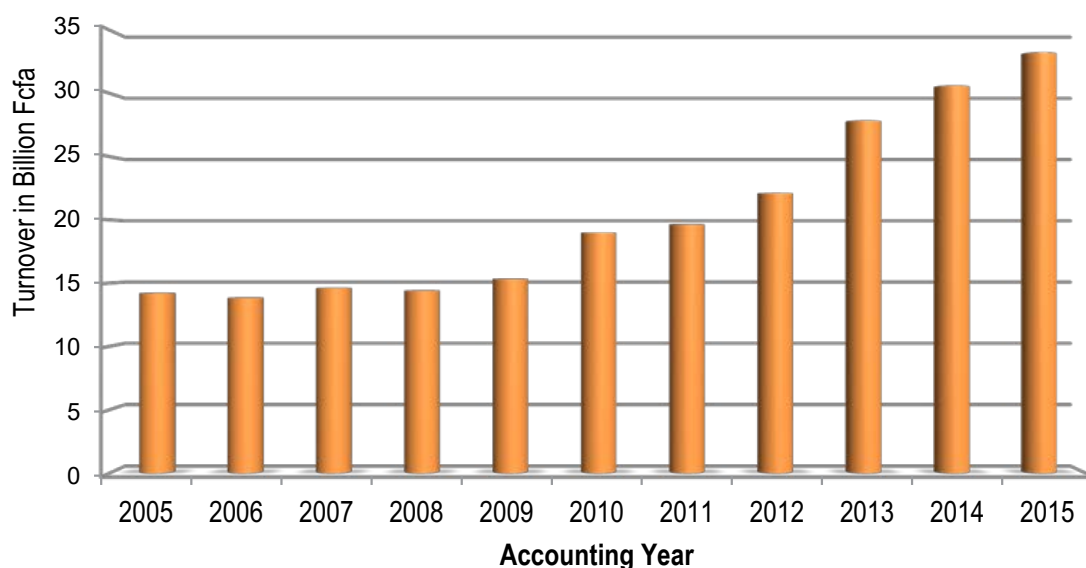


Chart 1. Evolution of the turnover by accounting year

a) Distribution of turnover by production centre

Three production centers make up the Company activities: The Abidjan Regional office, the Douala Regional office and the Headquarters.

PRODUCTION CENTRE		2014	%	2015	%	Variation % (2015/2014)
DOUALA REGIONAL OFFICE		6 628, 77	21,90	4 884,644	14,72	-26,31
ABIDJAN REGIONAL OFFICE		7 834,17	25,88	9 864,79	29,72	25,92
HEADQUARTERS-LOME	Non Life	11 964,75	39,53	13 827,93	41,66	15,57
	Life	3 842,59	12,69	4 612,23	13,90	20,03
	TOTAL HEADQUARTERS	15 807,33	52,22	18 440,15	55,56	16,66
Total		30 270,27	100,00	33 189,59	100,00	9,64

Table 1. Distribution of turnover by production centre (Turnover is expressed million Fcfa)

The Douala Regional Office:

This office recorded in 2015 a production of 4.884.643.713 FCFA as against 6.628.769.733 FCFA in 2014 or a decrease of 26,31%, and representing 14,72% of total turnover of the Company.

The Abidjan Regional Office:

The turnover realized by this production centre stood in 2015 at 9.864.788.5269 FCFA as against 7.834.169.802 FCFA in 2014, or an increase of 25,92%, or 29,72% of the Company total turnover.

The Headquarters:

The turnover realized by the headquarters amounted to 18.440.154.980 FCFA of which 4.612.228.449 FCFA is for Life and 13.827.926.531 FCFA for Non-Life. It globally increased by 16,66% and contributes for 55,56% to 2015 global turnover.

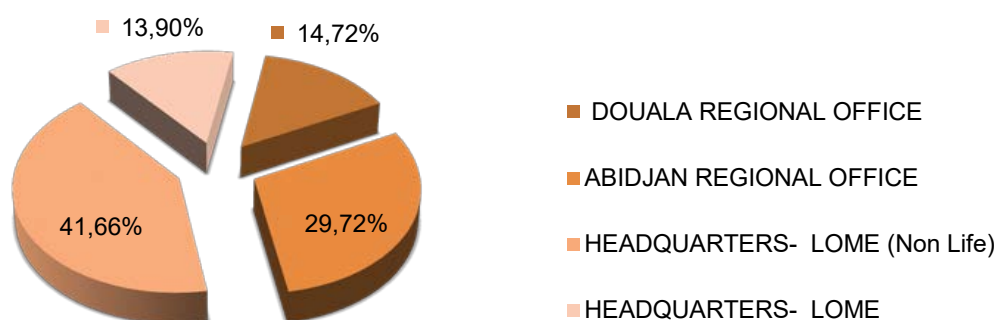


Chart 2. Distribution of 2015 Turnover by production centre

b) The turnover by class of business

During the year under review, concerning Non-Life activity, Fire, allied perils and engineering risks remain dominant in the turnover in which their contribution amounts to 22.582.769.826 FCFA. Motor and Accident classes follow with 3.374.128.015 FCFA. These amounts represent respectively 68,04% and 10,17% of total premium written. Premium generated by Transport and Aviation represent respectively 7,48% and 0,42% of total production.

Regarding the Life class underwriting, it amounted to 4.612.228.449 FCFA or 13,90% of the Company turnover.

It can be noted that most classes of business record an increase of their turnover except Motor and Accident class which decreased by 3,43%.

CLASS	2014	%	2015	%	Variation % (2015/2014)
Fire - RA-RT	20 774	68,63	22 583	68,04	8,71%
Transport	2 282	7,54	2 481	7,48	8,72%
Motor-RCD-AT Accident	3 494	11,54	3 374	10,17	-3,43%
Aviation	(122)	-0,40	139	0,42	213,88%
Total NON-Life	26 428	87,31	28 577	86,10	8,13%
LIFE	3 843	12,69	4 612	13,90	20,03%
Total - General	30 270	100,00	33 190	100,00	9,64%

Table 2. 2015 Turnover by class (Amounts are expressed in million Fcfa)

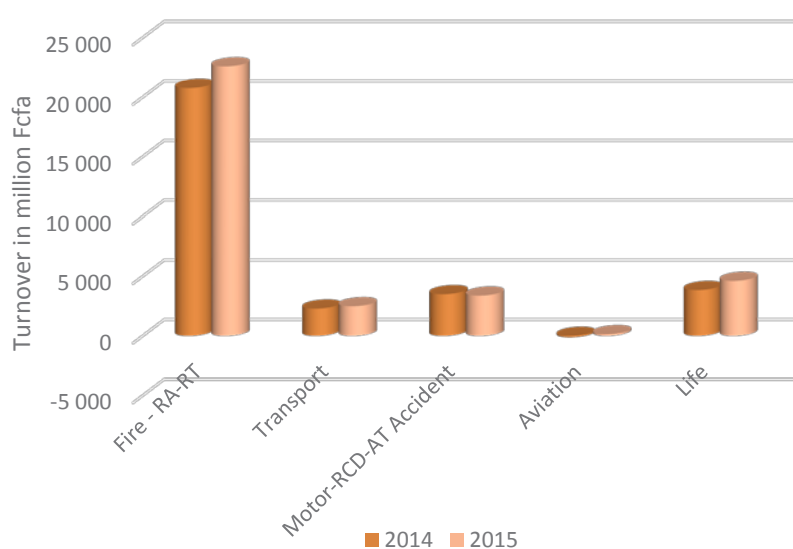


Chart 3. 2015 Turnover by insurance class

2. PROVISIONS FROM PREMIUM

They are made of:

- Mathematical Reserves-Life Class	1.696.927.983 FCFA
- Provisions for Premium Non-Life class	5.064.573.338 FCFA
TOTAL	6.761.501.321 FCFA
Compared with 6.471.721.611 FCFA as at 31 December 2014, or an increase of 3,70%.	

3. OTHER INCOME

They are made up of:

- Bank interest	1.057.205.068 FCFA
- Interest on loans and securities	829.726.786 FCFA
- Interest bon cash deposits	370.134.240 FCFA
- Miscellaneous income	750.000 FCFA
TOTAL	2.257.816.094 FCFA
Compared with 1.714.960.876 FCFA as at 31 December 2014, or an increase of 31,65 %.	

Other income represents 6,80% of turnover and contribute for 48,62% to meeting overhead charges. Miscellaneous income are essentially generated from sales of supplier bids documentation for goods and services procurement process.

B. EXPENSES

1. CLAIM CHARGES

Claim charges are made up of claims paid plus the net balance of provisions for claims at closing (+) and at opening (-).

a) Claim Paid

These claims amount to 14.678.933.883 FCFA as at 31 December 2015 as against 9.589.600.483 FCFA as at December 2014, or an increase of 5.089.333.333 FCFA or 53,07%.

Retrocessionnaires contributed to claims paid in 2015 for 13.960.601 FCFA or 0,10% as compared with 1.412.294.217 FCFA in 2014. It should be noted that an amount of 4.677.522.511 FCFA remains due by retrocessionnaires for outstanding claims (Life and Non-Life) at end of 2015.

b) Reserves for outstanding claims at 31 December 2015

The reserves for outstanding claims are estimated at 28.298.368.840 FCFA as against 26.979.559.170 FCFA at 31 December 2014. These reserves are determined by the actuarial method of provisioning.

They are distributed as follows:

- Life	968.379.699 FCFA
- Non Life	27.329.989.141 FCFA
TOTAL	28.298.368.340 FCFA

Under the effect of the variation of the reserves for outstanding claims, net claims for the year 2015 amounted to 15.157.440.807 FCFA as against 11.451.393.857 FCFA in 2014. The increase noted in the level of provisions is explained essentially by significant claims occurred in 2015: Nepal earthquake, Société Agro-alimentaire de la NOMBA (SAN) of Gabon and DIGNITY of Bangladesh of which CICA RE's shares are respectively 1.632.266.518 FCFA, 701.644.480 FCFA, and 922.059.264 FCFA; retrocessionnaires share in the claim expenses for 2.042.653.725 FCFA or 13,48% of total claim charges.

One notes that provision reserves in convertible currencies at 31/12/2014 of 26.979.559.170 FCFA were reversed in 2015 for 27.819.861.916 FCFA, or a variance of 840.302.746 FCFA due to currency translation effects at 31/12/2015. Indeed, in the framework of multi-currency accounting principles adopted by CICA RE and most of international reinsurers, provisions for reserves in original currencies at 31/12/N are translated at the rate prevailing on 31/12/N while reversals of said provisions in original currencies are converted at rates prevailing at 31/12/N+1.

c) **Loss Ratios (Claim charges/ Premium Earned) by classof business**

It can be noted that the loss ratio moves to 45,74% in 2015 as against 38,61% in 2014. This increase of the loss ratio is a direct consequence of large claims occurred in 2015 and referred to above knowing that there were no major claims in the previous year. However, this loss ratio appears acceptable compared to generally accepted standards. The table and graph here under compare claim charges with earned premium in 2014 and 2015.

CLASSES	PREMIUM EARNED 2015	CLAIM EXPENSES 2015	RATE Claim/Premium 2015 (in %)	RATE Claim/Premium 2014 (in %)
Fire RA RT	22 522 999	12 143 093	53,91	43,50
Transports	2 594 380	263 497	10,16	39,81
Motor RCD AT Accidents	3 222 254	1 074 917	33,36	19,98
Aviation	219 364	62 534	28,51	
TOTAL NON-LIFE	28 558 998	13 544 041	47,42	38,60
LIFE	4 580 247	1 613 400	35,23	38,67
TOTAL GENERAL	33 139 245	15 157 441	45,74	38,61

Tableau 3. Primes acquises et S/P par branche d'assurance (les chiffres sont en milliers de F CFA)

Chart 7 shows that 2005 and 2015, the company loss ratio was contained within a minimum of 35% and a maximum of 55% and, resulting in an average loss ratio of 46,17% over the period.

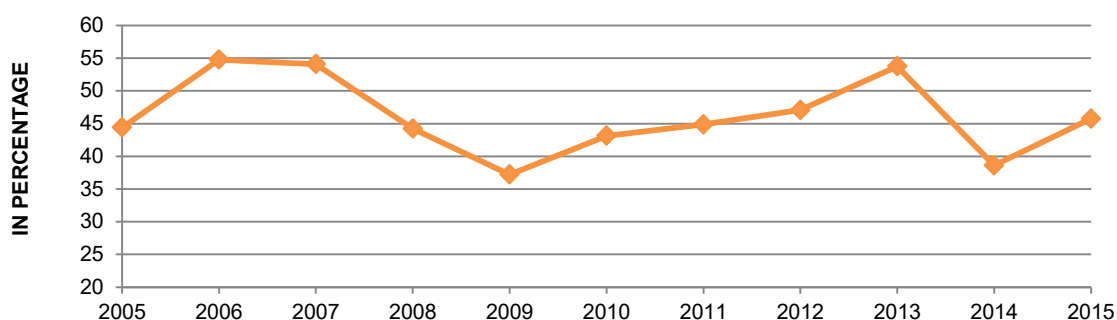


Chart 4. Evolution of ratio Claim/Premium from 2005 to 2015

2. COMMISSIONS

Life and Non- Life Commissions amount to 8.593.719.745 FCFA as at 31 December 2015 as against 7.693.516.652 FCFA at 31 December 2014. They represent on the average 25,89% of turnover in 2015 as against 25,42% in 2014. Contribution of retrocessionnaires to commission charges reached 242.789.998 FCFA or 2,83% of total commissions.

3. OTHER EXPENSES

Other expenses of the year 2015 amount to 4.643.673.073 FCFA or 13,99% 2015 turnover as compared with 4.319.870.115 FCFA representing 14,27% of turnover in 2014. The other expenses net of depreciation and amortization expenses amounted to 4.121.844.652 FCFA or 93,34% of budget forecast of 4.416.136.472 FCFA resulting in a saving of 294.291.820 FCFA.

4. THE COMBINED RATIO

The combined ratio, expressed as a percentage of premium earned, measures the operating profitability of insurers and reinsurers. If this ratio is greater than 100%, the reinsurer is technically at a loss, before taking into account income from investments. This is in fact, a ratio that takes account the technical loss status, overhead and other management expenses. It is more relevant for Non-Life classes.

	2014	2015	Variation
Administrative expenses	3 236 944 659	3 505 555 563	268 610 904
Commissions and brokerage	6 592 535 737	7 439 396 139	846 860 402
Claim Expenses	10 162 252 680	13 544 040 808	3 381 788 128
Total expenses	19 991 733 076	24 488 992 510	4 497 259 434
Premium earned	26 328 643 366	28 558 997 605	2 230 354 239
Combined ratio	75,93%	85,75%	9,82%

Table 4. Combined Ratio 2014 – 2015

CICA RE Non -Life combined ratio in 2015 increased by 20,48% as compared with 2014. This increase stems from 2014 premium adjustment of Non-Life Non-proportional retrocessions in 2015.

C. RETENTION AND RETROCESSION

The analysis of retention and retrocession activities concerns the underwriting years 2011, 2012, 2013 & 2014 which results are known. The global premium retroceded by CICA RE in 2015 amounts to 4.086.098.778 FCFA as against 3.650.049.256 FCFA in 2014, or an increase of 11.92 %. Hence, the percentage of premium retroceded as compared with premium accepted moves from 13,11% in 2013 to 13,35% in 2014.

In more detail:

- No retrocession was made in the CIMA zone on premium accepted in 2014. Effective 2011, the retrocession program no longer contains any excess loss treaty nor any Pool CICA RE –Facultative businesses that would permit retrocession to ceding companies in the CIMA zone.
- Retrocession outside CIMA moves from 13,11 % of premium accepted in 2013 to 13.35 % in 2014.

As a result, Global premium (CIMA & outside CIMA), retained in CIMA zone by CICA RE stands at, as compared with premium accepted:

- 89,48 % or 17.589.440.096 FCFA in 2011;
- 85,95 % or 19. 010.359.675 FCFA in 2012;
- 86,89 % or 24.192.188.411 FCFA in 2013;
- 86,65% or 26.518.562.920 FCFA in 2013.

ACCOUNTING YEARS	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Premium earned retroceded	3 182	2 521	3 068	4 103	3 563	4 481
Share in claim expenses	1 046	17	733	3 364	-417	2 043
Commissions	507	332	387	173	122	243
Retrocession Result	1 628	2 172	1 947	566	3 859	2 195

Table 5. Retrocession Result from 2010 to 2015 (data are in million Fcfa)

Premium retroceded in 2015 showed an increase of 20,48% as compared to 2014. This increase stems from the effect of 2014 premium adjustment of Non-life Non-proportional retrocession in 2015.

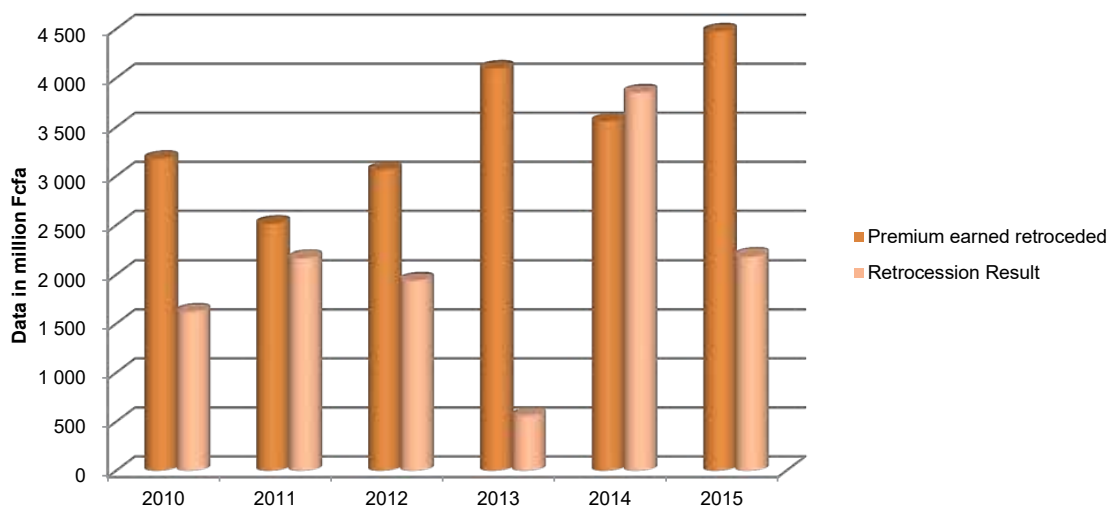


Chart 5. Premium earned and retrocessionnaire results from 2010 to 2015

D. THE RESULTS

1. TECHNICAL RESULTS

2014 technical results are summarized below. The net technical result driven from these accounts amounts to 7.192.800.330 FCFA which is analyzed as follows:

ACCEPTATION			
ITEM	NON LIFE	LIFE	TOTAL
Premium earned	28 558 997 612	4 580 247 316	33 139 244 928
Claim expenses	-13 544 040 802	-1 613 400 156	-15 157 440 958
Commissions	-7 439 396 139	-1 154 323 606	-8 593 719 745
Technical Result	7 575 560 671	1 812 523 554	9 388 084 225
RÉTROCESSION			
Premium earned	-4 160 779 535	-319 948 003	-4 480 727 538
Claim expenses	2 106 298 162	-63 644 517	2 042 653 645
Commissions	84 032 567	158 757 431	242 789 998
Technical Result	-1 970 448 806	-224 835 089	-2 195 283 895
Technical Result Net	5 605 111 865	1 587 688 465	7 192 800 330

Table 6. Simplified Income Statement

2. NET RESULT OF THE YEAR

The operating result of 2015 is positive and amounts to 4.800.943.474 FCFA. After adjustment for non-operating profits and charges, net result of the year stands at a profit of 3.240.308.475 FCFA as against 2.655.809.662 FCFA in 2014. The net result of 2015 represents 9,76% of turnover. Return on capital hence stands at 16,20% in 2015.

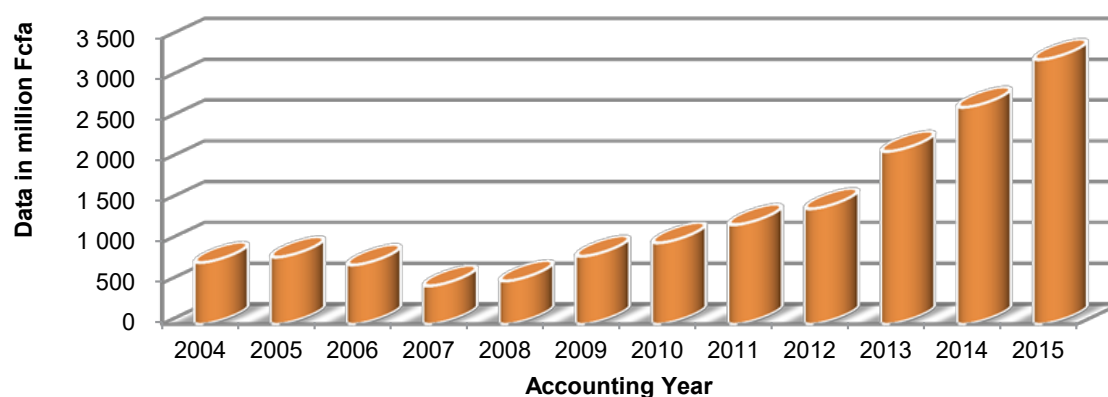


Chart 6. Evolution of net result 2004 -2015

3. APPROPRIATION OF NET RESULT

Net result of the year 2015 amounts to 3.240.308.475 FCFA. The 2009-2020 Strategic development plan sets payment of dividends between 25% and 30% of annual profit. Consequently, the Board of Directors propose to the General Assembly to allocate net result as follows:

Legal Reserve (1/10 of the annual benefit)	324.030.847 FCFA
Facultative Reserve	1.916.277.628 FCFA
Dividend payable	1.000.000.000 FCFA
TOTAL (Résultat Net)	3.240.308.475 FCFA

Dividends payable amount to 1.000.000.000 FCFA or 30,86% of net profit realized in 2015. Dividend per share amounts to 50.000 FCFA.

III. OUTLOOK

The IMF world economic outlook for 2016 indicates the following:

- Projected global economic growth of 3.40% in 2016 as against 3.10% in 2015.
- A rise of the US dollar exchange rate from XOF 591.70 to XOF 608 in 2016
- Decrease of commodity prices, with oil dropping from USD 50.90 per barrel to USD 37. Copper, coffee, manganese, cotton and aluminium are projected to fall as well.

The world economic slight growth will impact economic growth in sub-sahara African countries to reach 4.30%. This growth is driven by low revenue African countries with 6.50% growth while oil-exporting countries will continue to be negatively affected by falling oil revenues.

In the Franc area, the Finance ministers agree that forecast will be contrasted between the two regions of UEMOA (West African Economic and Monetary Union) and CEMAC (Central African Monetary and Economic Community).

The UEMOA zone will continue to experience an average economic growth of 7.20% of GDP, led by Cote d'Ivoire with a growth of 9.80%. This growth is driven by a strong performance in all sectors : the primary sector due to increased investment effort in agricultural development programmes, the secondary sector from public work, basic infrastructure and the mining industries, the tertiary sector due to development of trade, transport and communication networks.

Inflation is expected to remain low in view of oil price and positive trend of the subsistence agriculture production in the region. Budget deficits are expected to shrink slightly because government revenue will benefit from fiscal pressure, while public expenditure will increase moderately compared to the year 2015. In the Central African Economic and Monetary Community (CEMAC) area, growth will continue its downward trend because of decline in oil price. The slump will slow down the economy of the region and contribute to higher budget and current account deficit. The economic growth rate will not exceed 2.70% in 2016 as compared to 2.80% in 2015. The base budgetary balance is expected to be a deficit of 3% of GDP in 2016 as against 1% in 2015, whilst public indebtedness will continue to increase. Inflation will be maintained below the Union standards at an average rate of 2.70% as against 2.30% in 2015.

Overall, restrained prospects are further dependent on slowing demand from emerging market economies, low price of commodities on the international markets, security-related challenges in the Sahel and Lake Chad area.

From a professional standpoint, prospects for the reinsurance market worldwide are deemed negative by rating agencies, because of new forms of capacity known as alternative reinsurance capital and resulting lower reinsurance rates (decrease between 10 and 15% of leading reinsurer's premium). Traditional reinsurance is confronted with an inflow of alternative reinsurance capacity, as mega reinsurers prefer long term bonds like "cat bonds" which offer better return as compared to traditional securities (debenture, term deposit, shares...). These instruments already represent about 20% of natural catastrophe covers. In the CIMA zone, the year 2016 started with encouraging prospects thanks to positive regulatory updates by CIMA. Following the implementation of the new legal framework for establishment and regulation of

the reinsurance market in April 2015, the council of ministers in charge of the insurance industry in the member states of CIMA, during its 8th April 2016 session in Yaoundé (Cameroon) approved amended article 308 of the CIMA insurance code. The new regulation stipulates that, risks in a particular country can only be insured by a registered insurance company of the same country. Some classes of business would wholly be reinsured within CIMA Zone (Accident, Health, Motor, Marine Cargo, life pension, Annuity...) For other classes, depending of their size, reinsurance outside CIMA of more than 50% of a risk is subject to the approval of the Minister in charge of insurance. However, authorization is not required for ceding more than 50% of a risk in classes of business like class 4 (Railroad vehicles insurance), class 5 (Aircraft Hull insurance), class 6 (Sea, lake and river vessels hull insurance), class 11 (Aircraft liability insurance), class 12 (Boat liability insurance). These new regulations imply that local insurance companies and reinsurance companies established in the CIMA zone have to raise their capital level in order to cover risks arising from the region, and help increase premium retention rate of the zone.

Beyond the CIMA zone, in Africa, CICA-RE is represented in North Africa through the opening of its Tunis office (Tunisia) in 2016, and in East Africa through its Nairobi (Kenya) office inaugurated in March 2016.

Outside Africa, CICA-RE continues to act as a partner of choice thanks to the support from cedant and to the prompt payment of claims. Such was the case of the 25th April 2015 Nepal earthquake claim which amounted to XOF 8 081 million and of which CICA-RE's share was XOF 1 632 million and of the 31st May 2015 DIGNITY in Blangadesh fire claim estimated to XOF 15 368 million of which CICA-RE paid XOF 922 million.

Through these strategic initiatives, CICA-RE brand is well seen by cedants in Africa and other markets. This credibility has now been confirmed by the rating by AM Best and by the License granted by the Insurance Regulatory and Development Authority of India (IRDA)

CICA-RE policy of portfolio diversification is dependent on the improvement of its commercial image and responsiveness in the payment of claims and balance to partners, in addition to the improvement of its financial strength to support the rapid growth of its activities.

It is in such a context that CICA-RE will evolve in 2016. Results obtained are reason for satisfaction and a powerful motivation to persevere in the search for excellence toward emergence.

EXTERNAL AUDITOR'S REPORT

STATUTORY AUDITOR'S REPORT ON THE FINANCIAL STATEMENTS AS AT 31 DECEMBER 2015

To the Shareholders,

We have audited the accompanying financial statements of the JOINT REINSURANCE COMPANY OF MEMBER STATES OF CIMA (CICA – RE) for the year ended 31 December 2015. These financial statements comprise the Balance Sheet, the Income Statement, the statement of changes in Equity and the statement of Cash Flows for the year then ended and, a summary of significant accounting policies and other explanatory notes.

Management's Responsibility for the Financial Statements

Management is responsible for the preparation and presentation the annual accounts in conformity with the agreement establishing the Company. This responsibility comprises: Designing, implementing and maintaining internal control relevant to the preparation and fair presentation of the financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error; selecting and applying appropriate accounting policies and, making accounting estimates that are reasonable in the circumstances.

Auditor's Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance whether the financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the financial statements. The procedures selected depend on the Auditor's judgement, including the assessment of the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, we considered the internal controls relevant to the Company's preparation of financial statements that give a true and fair view in order to design audit procedures that were appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the Company's internal controls. An audit also includes evaluating the appropriateness if accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the financial statements.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, the financial statements give a true and fair view of the financial position of the JOINT REINSURANCE COMPANY OF MEMBERS STATES OF CIMA (CICA-RE), as of 31 December 2015 and of its financial performance and its cash flows for the year then ended.

Verifications and Specific Information

In accordance with the standards of the profession, we have also carried out specific reviews required by law.

We do not make any observation on the sincerity and the conformity of information provided in the Board of Directors' report and documents addressed to shareholders, with the financial statements for the year ended 31 December 2015.

Abidjan, 30 May 2016



MOUSTAPHA COULIBALY
Certified Public Accountant
Statutory Auditor

STATUTORY AUDITOR'S SPECIAL REPORT ON RELATED PARTY TRANSACTIONS FINANCIAL STATEMENTS AS AT 31 DECEMBER 2015

To the Shareholders,

We are pleased to present to you our external auditor report on related party transactions on CICA RE Financial Statements and on regulatory conventions.

In accordance with the dispositions of article 21.6 of the revised agreement establishing CICA RE and pursuant to articles 438 to 448 of the Uniform Act on commercial companies and economic pooling of interests (GIE) of OHADA, this concerns direct or indirect conventions between the company and any of its Directors, Executive Managing Directors or Deputy Executive Managing Directors as well as conventions between the Company and any other public company if, one of its directors or an executive managing director or deputy executive managing director of the Company is the owner of that company or an unlimited liability partner, manager, director, chief executive officer or deputy chief executive officer of the contracting company.

Such conventions must be subject to a preliminary approval of the Board of Directors or the Executive Director which must be brought to the attention of the statutory auditor who presents a special report thereon to the General Assembly.

It is not our responsibility to search the existence of such conventions but to bring to your attention, based upon information received, the characteristics and financial modalities of those conventions that came to our attention without expressing an opinion on their usefulness and their justification.

It is your responsibility to assess the economic interest resulting from the conclusion of such conventions before approval.

We conducted our audit in accordance with international standards on auditing. Those standards require that we perform procedures aimed at verifying that data given to us agree with originating data bases.

1. Conventions concluded during the year

Your Board of directors did not bring to our attention any such convention concluded during the year ended 31 December 2015.

2. Conventions concluded in previous years which effects continued in the current year

Convention for implementing a Private Telecommunications network by VSAT for CICA RE

Member of Board of Directors concerned:

Jean Kacou Diagou

Nature and Subject matter:

In 2014, NSIA Technologies has signed with CICA RE a contract for implementing a Private Telecommunications Network by VSAT for CICA RE. NSIA Technologies forms part of NSIA Group which is a shareholder of CICA RE and represented at its Board by its President and Chief Executive Officer, Mr. Jean Kacou Diagou.

In conformity with this convention, the two parties commit to:

NSIA Technologies

NSIA Technologies, under this agreement, commits to perform all its technical obligations to CICA RE, specifically, those defined in the terms of reference concerning the procurement, installation and exploitation of a Private Telecommunications Network by VSAT for CICA RE and, within the deadline indicated.

CICA-RE

CICA-RE commits to:

- Facilitate access to its regional offices to NSIA TECHNOLOGIES,
- Make available to NSIA Technologies all information and data necessary for bringing the project about,
- Comply with the agreed upon disbursement schedule as attached in the annex to the Protocol of agreement.

Financial Modalities:

The cost of the project comprises two specific components:

- The investment in equipment (Antenna VSAT, Accessories & Indirect Equipment): 27 779 000 FCFA
- Recurrent annual costs (Of internet, maintenance & interconnections): 35 814 000 FCFA.
- Amount invoiced by NSIA Technologies during the year:
 - Services amounting to 26 860 500 Fcfa have been invoiced to CICA RE during the year ended 31 December 2015.

Abidjan, 30 May 2016



MOUSTAPHA COULIBALY
Certified Public Accountant
Statutory Auditor

ANNEXES

BALANCE SHEET AS AT 31 DECEMBER 2015

ASSET	GROSS AMOUNT 2015	DEPRECIATION & PROVISIONS	NET AMOUNT 2015	NET AMOUNT 2014
CAPITALIZED EXPENSES	458 742 757	255 104 394	203 638 363	198 751 745
TANGIBLE AND INTANGIBLE FIXED ASSETS	8 787 933 109	2 618 556 816	6 169 376 293	6 006 540 336
CONSTRUCTIONS	5 343 541 959	690 296 941	4 653 245 018	4 757 895 043
EQUIPMENT, FURNITURE, INSTALLATIONS & FIXTURES	2 515 537 780	1 827 367 202	688 170 578	591 988 166
INTANGIBLE ASSETS	118 006 464	100 892 673	17 113 791	3 590 519
FIXED ASSETS IN PROGRESS	810 846 906		810 846 906	653 066 608
OTHER CAPITALIZED VALUES	28 027 331 203	209 674 965	27 817 656 238	28 258 767 380
RECEIVABLES-CASH DEPOSIT WITH CEDANTS	19 904 116 739		19 904 116 739	18 606 846 781
CASH CLAIMS PAID	1 705 650 870		1 705 650 870	1 712 896 097
EQUITY INSTRUMENTS	4 293 875 200		4 293 875 200	6 072 438 307
LOANS	639 580 250		639 580 250	513 906 105
EQUITY PARTICIPATIONS	1 468 061 704	209 674 965	1 258 386 739	1 339 619 955
DEPOSITS & GUARANTEES	16 046 440		16 046 440	13 060 135
TOTAL CAPITALIZED ASSETS	37 274 007 069	3 083 336 175	34 190 670 894	34 464 059 461
RETROCESSIONNAIRES' SHARE IN TECHNICAL PROVISIONS				
CLASS LIFE	152 046 483		152 046 483	215 691 000
MATHEMATICAL RESERVES				
PROVISION FOR REPORTED CLAIMS	152 046 483		152 046 483	215 691 000
ELEMENTARY CLASSES	4 567 345 741		4 567 345 741	2 412 142 506
PROVISIONS FOR EARNED PREMIUM	41 869 713		41 869 713	
PROVISIONS FOR REPORTED CLAIMS	4 525 476 028		4 525 476 028	2 412 142 506
TOTAL RETROCESSIONNAIRES' SHARE	4 719 392 224		4 719 392 224	2 627 833 506
COMPANIES WITH DEBIT BALANCES	20 561 993 971	3 015 752 657	17 546 241 314	19 836 712 849
MISCELLANEOUS DEBTORS	93 888 170		93 888 170	119 200 567
SUSPENSE ACCOUNTS -DEBIT	321 822 328		321 822 328	248 701 744
SHORT TERM FINANCIAL INVESTMENTS	2 284 176 777	91 500	2 284 085 277	530 195 735
CHEQUES & CASHABLE VALUES	58 445 330		58 445 330	369 556 302
BANKS & POSTAL VALUES	20 671 662 408		20 671 662 408	17 684 723 251
CASH	9 565 230		9 565 230	11 134 875
TOTAL AVAIBALE CASH OR REALISABLE VALUES	44 001 554 214	3 015 844 157	40 985 710 057	38 800 225 323
TOTAL GENERAL	85 994 953 507	6 099 180 332	79 895 773 175	75 892 118 290

BILAN SHEET AS AT 31 DECEMBER 2015		
EQUITY & LIABILITIES	NET AMOUNT 2015	NET AMOUNT 2014
EQUITY & RESERVES		
SHARE CAPITAL	20 000 000 000	20 000 000 000
RESERVES	10 590 404 752	8 734 595 090
SHARE PREMIUM	1 740 600 000	1 740 600 000
LEGAL RESERVE	1 648 354 901	1 382 773 935
FACULTATIVE RESERVES	6 300 435 698	4 710 207 002
RESERVES FOR CATASTROPHES	901 014 153	901 014 153
BROUGHT FORWARD		
TOTAL	30 590 404 752	28 734 595 090
REGULATORY RESERVES		
RESERVES FOR CURRENCY EXCHANGE FLUCTUATION	438 622 860	397 968 058
RESERVES FOR LOSS FLUCTUATION	2 517 051 361	2 517 051 361
TOTAL	2 955 674 221	2 915 019 419
EQUIPMENT SUBVENTIONS RECEIVED		42 183 000
PROVISIONS FOR LOSS & CHARGES	366 568 678	394 545 247
MEDIUM & LONG TERM DEBTS	386 213 559	678 279 245
CASH GUARANTEES & DEPOSITS RECEIVED	6 600 000	6 600 000
CASH DEPOSITED BY RETROCESSIONNAIRES AGAINST TECHNICAL COMMITMENTS	379 613 559	671 679 245
TOTAL	752 782 237	1 115 007 492
TECHNICAL PROVISIONS		
CLASSES -LIFE	2 665 307 682	2 370 254 441
MATHEMATICAL RESERVES	1 696 927 983	1 653 907 483
PROVISIONS FOR REPORTED CLAIMS	968 379 699	716 346 958
ELEMENTARY CLASSES	32 394 562 479	31 081 026 340
PROVISIONS FOR EARNED PREMIUM	5 064 573 338	4 817 814 128
PROVISIONS FOR REPORTED CLAIMS	27 329 989 141	26 263 212 212
TOTAL	35 059 870 161	33 451 280 781
SHORT TERM DEBTS		
COMPANIES WITH CREDIT BALANCES	6 330 177 537	6 099 227 020
MISCELLANEOUS CREDITORS	448 267 793	457 864 751
SUSPENSE ACCOUNTS – LIABILITIES	518 287 999	463 287 993
BANK & POSTAL VALUES		26 082
TOTAL	7 296 733 329	7 020 405 846
RESULT(BENEFIT FOR THE YEAR)	3 240 308 475	2 655 809 662
TOTAL GENERAL	79 895 773 175	75 892 118 290

INCOME STATEMENT YEAR 2015				
DEBIT	OPERATIONS GROSS	OPERATIONS RETROCEDED	OPERATIONS NET 2015	OPERATIONS NET 2014
A. CLASSES -LIFE (V)				
Claims paid	1 371 005 387		1 371 005 387	1 371 372 369
add :provisions for reported claims at year end	968 379 699	152 046 483	816 333 216	500 655 958
deduct: provisions for reported claims at the beginning of the year	725 984 963	215 691 000	510 293 963	517 835 149
CLAIM CHARGES FOR THE YEAR	1 613 400 123	-63 644 517	1 677 044 640	1 354 193 178
COMMISSIONS & BROKERAGES	1 154 323 606	158 757 431	995 566 175	1 023 726 233
II. CLASSES NON LIFE (NV)				
Claims paid	13 307 928 496	13 960 601	13 293 967 895	6 805 933 897
add: provisions for reported claims at year end	27 329 989 141	4 525 476 028	22 804 513 113	23 851 069 706
deduct: provisions for reported claims at the beginning of the year	27 093 876 953	2 433 138 387	24 660 738 566	20 142 352 255
CLAIM CHARGES FOR THE YEAR	13 544 040 684	2 106 298 242	11 437 742 442	10 514 651 348
COMMISSIONS & BROKERAGES	7 439 396 139	84 032 567	7 355 363 572	6 548 225 926
III OTHER EXPENSES				
PERSONNEL EXPENSES			2 179 097 083	2 066 917 780
SUNDRY WORKS, SUPPLIES & EXTERNAL SERVICES			783 271 471	658 501 847
TRANSPORT EXPENSES			204 026 454	169 400 710
MISCELLANEOUS OPERATING EXPENSES			904 937 929	812 776 144
FINANCIAL EXPENSES			50 511 715	71 389 213
DEPRECIATION EXPENSES & PROVISIONS			521 828 421	540 884 421
TOTAL OTHER EXPENSES			4 643 673 073	4 319 870 115
RESULT:OPERATING INCOME FOR THE YEAR			4 806 943 474	4 053 786 034
TOTAL GENERAL			30 916 333 376	27 814 452 834

INCOME STATEMENT YEAR 2015				
CREDIT	OPERATIONS GROSS	OPERATIONS RETROCEDED	OPERATION S NET 2015	OPERATIONS NET 2014
I. CLASSES-LIFE (V)				
Premium NET OF CANCELLATIONS	4 612 228 427	319 948 003	4 292 280 424	3 818 131 665
add: mathematical provisions at the beginning of the year	1 664 946 863		1 664 946 863	1 041 174 515
deduct: mathematical provisions at year end	1 696 927 983		1 696 927 983	1 653 907 483
PREMIUM EARNED FOR THE YEAR	4 580 247 307	319 948 003	4 260 299 304	3 205 398 697
II. CLASSES NON LIFE (NV)				
PREMIUM NET OF CANCELLATIONS	28 577 358 789	4 202 649 328	24 374 709 461	23 071 109 804
add: provisions for earned premium at the beginning of the year	5 046 212 142		5 046 212 142	4 640 797 585
deduct: provisions for earned premium at year end	5 064 573 338	41 869 713	5 022 703 625	4 817 814 128
PREMIUM EARNED FOR THE YEAR	28 558 997 593	4 160 779 615	24 398 217 978	22 894 093 261
III FINANCIAL INCOME			2 257 066 094	1 712 788 376
BANK INTERESTS			1 057 205 068	927 108 030
LOAN INTERESTS & OTHER REVENUES			829 726 786	467 969 143
INTERESTS ON CASH DEPOSITS			370 134 240	317 711 203
IV OTHER INCOME			750 000	2 172 500
MISCELLANEOUS INCOME			750 000	2 172 500
TOTAL III + IV			2 257 816 094	1 714 960 876
TOTAL GENERAL			30 916 333 376	27 814 452 834

PROFIT & LOSS ACCOUNT YEAR 2015		
DEBIT	2015	2014
Loss from prior years' operations	21 022 689	54 154 415
Non operating provision expenses	791 624 986	624 634 646
Exchange losses	438 970 769	374 493 656
Other extraordinary losses	559 656 408	477 779 651
<u>Income for the year</u>	3 240 308 475	2 655 809 662
TOTAL	5 051 583 327	4 186 872 030
CREDIT	2 015	2 014
<u>Operating income for the year</u>	4 806 943 474	4 053 786 034
Profits from prior year operations	52 228 142	12 247 456
Non operating provision reversal	39 001 768	59 158 190
Exchange gains	14 664 332	35 739 867
Other miscellaneous extraordinary income	138 745 611	25 940 483
TOTAL	5 051 583 327	4 186 872 030

STATEMENT OF CASH FLOWS YEAR 2015			
CASH FLOWS FROM OPERATING ACTIVITIES		2015	2014
Results before Financial Income & Charges, Income Taxes and Extraordinary items		2 540 918 930	2 412 386 871
<i>Elimination of income & expenses with minor impacts on cash or not related to the activity:</i>			
+	Depreciation Expenses & Provisions net of reversals (other than those related to current assets)	711 237 275	642 492 810
-	Provisions reversal	(142 594 509)	(116 320 109)
=	Gross operating result	3 109 561 696	2 938 559 572
Variation of the operating working capital need (r O.W.C.N.) :			
-	Variation of operating receivables	(1 497 880 741)	(2 913 919 218)
+	Variation of operating dues	1 549 681 601	2 497 888 021
=	Net operating cash flows	3 161 362 556	2 522 528 375
<i>Other cash collections & disbursements related to the activity:</i>			
-	Financial Expenses	(50 511 716)	(71 389 213)
+	Financial Income	2 257 066 094	1 712 788 376
-	Extraordinary expenses related to the activity	(1 755 806 493)	(1 531 062 368)
+	Extraordinary income related to the activity	292 578 996	133 085 996
=	Net cash generated by the activity (A)	3 904 689 437	2 765 951 166
CASH FLOWS FROM INVESTMENT ACTIVITIES			
-	Acquisition of property & equipment	(2 216 213 148)	(6 193 484 640)
+	Disposal of financial assets	1 785 808 334	1 201 726 962
+ / -	Variation of other accounts (creditors & debtors) related to fixed assets		
=	Net cash used in investment activities (B)	(430 404 814)	(4 991 757 678)
CASH FLOWS FROM FINANCING ACTIVITIES			
+	Proceed from share premium during the period		
+	Capital paid-in during the year		
-	Dividend paid	(800 000 000)	(600 000 000)
=	Net cash used in financing activities (C)	(800 000 000)	(600 000 000)
VARIATION OF CASH & CASH EQUIVALENT (A + B + C)		2 674 284 623	-2 825 806 512
+	Cash at the beginning of the year	18 065 388 346	20 891 194 858
=	Cash at the end of the year	20 739 672 969	18 065 388 346

RESOLUTIONS

The General Assembly resolved as follows:

I. Approval of the Reports of the Board of Directors, External Auditor and financial statements for the year ended 31st December 2015

The General Assembly approved them as presented.

II. Allocation of Profit Earned

The General Assembly, approved the profit of the year 2015 amounting to XOF 3,240,308,475 and resolved to allocate it to the following:

Legal Reserve (1/10 of the profit of the period)	FCFA 324 030 847
Facultative Reserve	FCFA 1 916 277 628
Dividend	FCFA 1 000 000 000

Total	FCFA 3 240 308 475

III. Election of new Directors

The General Assembly, in accordance with the provisions of Annex B to the Agreement establishing CI-CA-RE as amended by the 7th General Assembly of the Member States, held on the 7th day of April 2013 in Dakar (Republic of Senegal),

- i. Elected Mr. PAMSY Albert as Director representing Chanas-FSA Insurance for a term with effect from the 24th day of June 2016 until the end of the General Assembly which will approve the audited Financial Statements for the year ending 31ST December 2016.
- ii. Elected Mr. EZO'O ENGOLO Blaise Abel, as Director representing the State of Cameroon, for a term with effect from the 24TH day of June 2016 until the end of the General Assembly which will approve the audited Financial Statements for the year ending 31ST December 2016.
- iii. Elected Ms AMAHEBA KOHO NLEND Prisca Raymonda as Director representing the State of GABON for a term with effect from the 24th day of June 2016 until the end of the General Assembly which will approve the audited Financial Statements for the year ending 31ST December 2016.

IV. Remuneration of the board members

The General Assembly approved the sum of FCFA 89 500 000 (eighty nine million five hundred thousand) with effect from 1 January 2016. The apportionment is within the mandate of the board.

V. Date and Venue of the next General Assembly

At the invitation of the government of Mali, it was resolved that the 35th General Assembly will be held in Bamako, in June 2017.

VI. Motion of thanks to the host country

The General Assembly appreciated the President, Government and people of Senegal for the warm reception, excellent hospitality and logistic support that facilitated the successful hosting of the 34th meeting in Dakar.

The General Assembly mandated its President to convey, this message of gratitude to the authorities; the Head of State, the Government and people of Senegal, for the support given to CICA-RE as an organisation and the regards for delegates from the various countries.

THE 34TH SESSION OF THE GENERAL ASSEMBLY



Presidium of the 34th Ordinary General Assembly



Partial view of the participants at the 34th Ordinary General Assembly

THE 34TH SESSION OF THE GENERAL ASSEMBLY
Gala night



From left to right: Mr. YOKA GALLOY Alexandre, incoming Chairman of the Board; Mr. James REDOMBO, outgoing Chairman of the Board; Mrs. Jacqueline CASALEGNO, outgoing Administrator of CHANAS; Mr. Jean Baptiste KOUAME, Managing Director of CICA-RE and Mr. Jean Kacou DIAGOU, Administrator, President of NSIA Group.



Family photo with Mr. Issofa NCHARE, General Secretary of CIMA, outgoing Administrator of Cameroon (Fair shirt)

THE 34TH SESSION OF THE GENERAL ASSEMBLY
Certificate award ceremony



Mr. James REDOMBO, Chairman of the Board,
giving the Certificate of Attendance to a participant



Mr. Jean Baptiste N. KOUAME, Managing Director,
giving the Certificate of Attendance to a participant

THE 34TH SESSION OF THE GENERAL ASSEMBLY
Gala night



Gala night, partial view of the high table



A Group of Cultural animation of Dakar